UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Effet socio-économique des projets de développement communautaire au Burundi : cas du PRASAB en province Bururi (2004-2011)

Nihazi, Espérance

2018-12
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/86

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

EFFET SOCIO-ECONOMIQUE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE AU BURUNDI : CAS DU PRASAB EN PROVINCE BURURI (2004-2011).




Par :

NIHAZI Espérance

<u>Sous la direction de</u>:

Dr Aloys NDAYISENGA

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licencié en Géographie

Option : **Enseignement et Recherche**

Bujumbura, Décembre 2018

DEDICACE

A Dieu Tout Puissant,

A notre époux,

A nos chers fils,

A nos courageux Parents,

A nos frères,

A tous ceux qui nous sont chers,

Nous dédions ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait jamais abouti sans le concours décisif de certaines personnes auxquelles nous avons l'heureuse occasion de nous acquitter d'une noble dette de reconnaissance.

Premièrement, nous remercions Dieu Tout Puissant de nous avoir donné la vie durant notre parcours éducatif jusqu'à maintenant.

Deuxièmement, nous pensons spécialement à Dr Aloys NDAYISENGA, Professeur à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines(FLSH) qui, malgré ses multiples obligations, a spontanément accepté la direction de ce mémoire. Par ici, nous lui disons sincèrement merci.

Nos remerciements sont portés aussi à l'abbé Laurent Nindereye, Directeur Technique du COPED, à Monsieur Jérémie NDUHIRUBUSA, Directeur chargé des sous-projets au PRASAB, aujourd'hui, Directeur du projet PRODEMA, qui malgré leurs multiples obligations, n'ont ménagé aucun effort pour nous accueillir, guider nos premiers pas dans la recherche. Leur accueil, disponibilité, leurs suggestions, leurs questions et conseils pertinents nous ont été d'une grande utilité.

A tous nos éducateurs depuis l'école primaire jusqu'à l'université du Burundi et surtout ceux du Département de Géographie qui n'ont ménagé aucun effort pour nous inculquer une part de leurs connaissances. A toute autre personne qui nous a facilité l'accès à la documentation, nous disons vivement merci.

Enfin, nous disons merci à toute personne non citée qui a contribué d'une manière ou d'une autre dans l'aboutissement de ce travail.

NIHAZI Espérance

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANE : Acteurs Non Etatiques

CED-Caritas : Centre d'Entraide et de Développement Caritas

COPED : Conseil Pour l'Education et le Développement

DPAE : Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage

FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial

FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Ibidem : Même auteur, même ouvrage et page différente

IDA : Association Internationale pour le Développement

Idem : Même auteur, même ouvrage et même page

ISABU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi

MEEATU : Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

MINAGRIE : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

MININTER : Ministère de l'Intérieur

MSNRRRS : Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration des Sinistrés

OCB : Organisations Communautaires de Base

ODP : Opérateurs de Proximité

ONG : Organisations Non Gouvernementales

Op cit : Operato citaeto (Ouvrage déjà Cité)

OP : Organisations des Producteurs

PRADECS : Projet d'Appui au Développement Communautaire et Social

PRASAB : Projet de Réhabilitation et de Gestion Durable des terres au Burundi

PRDMR : Projet de Relance et de Développement du Monde Rural

PRODEMA : Projet de Productivité et de Développement des Marchés Agricoles

PSD : Pays Sous-Développés

PTRPC : Programme Transitoire de Reconstruction Post Conflit

PVD : Pays en Voie de Développement

RNFB : Réserve Naturelle Forestière de Bururi

$: Dollar

SP : Sous-Projets

UIP : Unités Inter - provinciales

UIPCGP : Unités Interprovinciales de Coordination et de Gestion du Projet

UNCGP : Unité Nationale de Coordination et de Gestion de Projet

LISTE DES ILLUSTRATIONS

1. Tableaux

Tableau 1: Découpage administratif de la Province Bururi 6
Tableau 2: Données des précipitations mensuelles(en mm) dans les stations de Vyanda et Tora (2004-2011). (Voir les données en annexe) 14
Tableau 3: Températures moyennes mensuelles(en degré Celsius) des stations de Vyanda et Tora (2004-2011) . (Voir les données en annexe) 15
Tableau 4: Récapitulatif de la station Vyanda 16
Tableau 5: Récapitulatif de la station de Tora 17
Tableau 6: Répartition de la population par commune en 2008 19
Tableau 7: Taux d'accroissement annuel moyen de la population par commune entre 1990 et 2008 20
Tableau 8: Composition de la population de la Province Bururi par sexe 22
Tableau 9:Densité de la population par commune 23
Tableau 10: Présentation de l'évolution du petit et gros bétail par commune 36
Tableau 11: Echantillon d'enquête 38
Tableau 12 : Suivi des Bovins introduits aux OPs (organisation de production) de toute la Province 40
Tableau 13 : Effectif des caprins du PRASAB dans la province Bururi 44
Tableau 14 : Effectif des Ovins distribués par le projet PRASAB dans la province Bururi 47
Tableau 15 : Effectif des porcs distribués par le PRASAB 48
Tableau 16 : Effectif de ruches modernes construites avec l'appui du PRASAB 50
Tableau 17 : Introduction des Poules 51
Tableau 18: Nombre d'association mycicole par commune 52
Tableau 19 : Domaine de transformation et de l'artisanat 53
Tableau 20 : Comparaison de la variété améliorée et la variété locale du palmier à huile. 54
Tableau 21 : Inventaire des OPs 57
Tableau 22 : Comparaison des effets avant, pendant et après le projet PRASAB 59

2. Figures

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude (avant la naissance de la province RUMONGE)..... 5
Figure 2 : Découpage administratif de la province Bururi 7
Figure 3: Croquis géomorphologique de la province Bururi 9
Figure 4: Carte géologique de la province Bururi 11
Figure 5: Carte pédologique de la province Bururi 12
Figure 6: Diagramme ombrothermique de la station de Vyanda 17
Figure 7: Diagramme ombrothermique de la station de Tora 18
Figure 8: Répartition de la population par commune 20
Figure 9: Carte des densités de la province Bururi 24
Figure 10: Zone d'action du PRASAB au Burundi 33
Figure 11: Suivi des Bovins 41

3. Photos

Photo 1: Une génisse à l'étable appartenant à un bénéficiaire de la colline Mushishi 43
Photo 2 : Une vache de race frisonne du bénéficiaire NTIRWIYUBAKA Nicodèmeàl'étable ... 44
Photo 3: Caprins du bénéficiaire de la colline Mushishi constitué de deux chèvres et un bouc .. 46
Photo 4 : Un bénéficiaire avecune truie qui allaite ses petits 49
Photo 5: Installation des ruches modernes sur la colline Kirungu 50
Photo 6: Croissance du palmier à huile de la nouvelle variété Tenera 55
Photo 7: Plantations du manioc sur la colline Gitwe 56

RESUME DE MEMOIRE

Pour répondre aux besoins des catégories de la population défavorisée, le gouvernement du Burundi a bénéficié des appuis des projets de développement communautaires de différentes ONGs. Le PRASAB est l'une des ONGs ayant œuvré en province Bururi, (2004-2011) pour contribuer à la restauration de la capacité de production en milieu rural, à travers le financement des activités de production des organisations de producteurs viables économiquement et écologiquement.

Le travail se focalisait sur les réalisations agro- pastorales du projet PRASAB à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Les données et informations recueillies auprès des responsables et bénéficiaires du projet nous ont montré que le projet a contribué à l'amélioration des activités agro-pastorales par l'introduction des semences sélectionnées et de nouvelles races bovines, et par octroie de certaines catégories du cheptel caprins, ovins, porcins, et volailles, ainsi que la gestion durable des terres sans oublier la formation et le renforcement des capacités des populations bénéficiaires.

Ces domaines cruciaux auxquels le PRASAB a réalisé dans la province de Bururi ont amélioré les conditions de vie de la population par l'introduction des activités génératrices de revenus.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS v
RESUME DE MEMOIRE vii
TABLE DES MATIERES viii
0. INTRODUCTION GENERALE 1
0.1. Problématique et Intérêt du sujet 1
0.2. Hypothèse de recherche 2
0.3. Méthodologie de travail et difficultés rencontrées 2
0.4. Localisation de la zone d'étude 4
CHAPITRE I: LA PROVINCE DE BURURI: CADRE PHYSIQUE ET HUMAIN. 8
I.1. Milieu physique 8
I.1.1. Caractéristiques physiques 8
I.1.1.1. Les grandes unités topographiques 8
I.1.1.2. Pédologie et géologie 10
I.1.1.3. Les caractéristiques climatiques 13
I.2. Structure démographique 18
I.2.1. Effectifs et croissance de la population 19
I.2.1.1.Effectifs de la population 19
I.2.1.2. Croissance de la population 20
I.2.2. Structure, répartition et densité de la population 21
I.2.2.1. Structure de la population 21
I.2.2.2. Répartition et densité de la population 22
I.3. Aspect genre 23
CHAPITRE II : LE PRASAB ET SES REALISATIONS EN PROVINCE BURURI 25
II.1. Les différentes conceptions sur le développement communautaire 25

II.1.1. Notion de développement et de sous-développement 25
II.1.1.1. Notion de sous-développement 25
II.1.1.2. Notion de développement 26
II.1.2. Evolution du concept 28
II.1.3. Développement communautaire 28
II.2. Cadre conceptuel du projet de développement communautaire 28
II.2.1. Les besoins locaux communautaires 29
II.2.2. Les projets de développement communautaire au Burundi 29
II.2.3. Types de projets communautaires au Burundi 29
II.2.3.1. Projets de développement communautaire productifs à long terme 29
II.2.3.2. Projets de développement communautaire productifs à court terme 30
II.3. Description du projet PRASAB 30
II.3.1. Bref aperçu du Projet PRASAB au niveau national 30
II.3.1.1 Présentation du projet 30
II.3.1.2. Objectifs du projet 30
II.3.1.3. Les composantes du projet PRASAB 31
II.3.1.4. Les zones d'intervention du projet 32
II.3.1.5. Partenaires financiers du projet PRASAB 34
II.3.1.6. Gestion et coordination du projet PRASAB 35
II.4. Les réalisations du projet en province Bururi 35
II.4.1. Le financement des sous-projets 35
II.4.1.1. Les appuis à élevage 36
II.4.1.2. Appui en activités agricoles et non agricoles 37
II.4.1.3. Gestion durable des terres 37
II.4.1.4. Les formations et renforcement des capacités 37
CHAPITRE III : IMPACTS DES ACTIONS DU PROJET PRASAB DANS LA PROVINCE BURURI 38
III.1. Evaluation de l'impact des actions du projet PRASAB chez les bénéficiaires 39

III.1.1. Impact sur l'élevage 39
III.1.1.1.Impacts sur l'élevage des bovins 40
III.1.1.2. Elevage chèvres 44
III.1.1.3. Les Ovins 47
III.1.1.4. Les Porcs 48
III.1.1.5. L'apiculture 49
III.1.1.6 L'aviculture 51
III.1.1.7. La myciculture (culture des champignons) 52
III.1.2. Transformation et artisanat 52
III.1.3. Les appuis à l'agriculture 54
III.1.3.1. PRASAB avec OP NTIKUMIRAKO 54
III.1.3.2. La production du manioc. 55
III.1.4. Sous-Projets d'agriculture associés à l'élevage 56
III.1.5. Appui aux investissements de production 57
III.2. Autres effets socio-économiques du PRASAB dans la zone d'étude 58
CONCLUSION GENERALE 62
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 64
ANNEXES 67

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Problématique et Intérêt du sujet

Dans le monde entier, plusieurs acteurs font des synergies vers un développement. Chacun dans ses propres activités, dans ses domaines d'intervention et dans ses zones d'action, amène une valeur ajoutée au sein de sa famille, de son organisation ou au sein de sa nation. Parmi ces acteurs, nous pouvons parler des institutions publiques, les Acteurs Non Etatiques (ANE) ou organisations sans but lucratif. Tous ces intervenants à la vie du pays surtout aux catégories défavorisées de la population, nécessitent des gens responsables à la tête des autres pour recueillir, organiser, éclaircir et coordonner les idées des membres des organisations communautaires de base (OCB).

La façon de répondre aux suggestions de la population est variée mais dans les cas généraux, les responsables agissent non seulement en réponse aux problèmes des citoyens par les moyens de venir en aide surtout par la voie des projets de développement communautaire mais aussi par la voie d' autres moyens possibles.

Parlant des projets de développement communautaire, le Gouvernement du Burundi, en collaboration avec les partenaires variés, réalise plusieurs projets/programmes dont les bénéficiaires sont des citoyens et des résidents au Burundi. Pourtant, l'évolution socio-économique des différents bénéficiaires directs et indirects de ces projets de développement communautaire ne va pas de pair avec le nombre ou l'effectif total de ces projets réalisés par différents intervenants dans le domaine du développement. Pareille situation nous a amené à nous fixer sur le sujet : **« Effets socio-économiques des projets de développement communautaire au Burundi : Cas de PRASAB dans la province Bururi, 2004-2011.»**

A côté de nombreux programmes et projets financés par le gouvernement burundais, s'ajoutent les appuis et les contributions des organisations de la société civile et du secteur privé. La concrétisation de ces différentes interventions pour répondre aux besoins de la communauté locale se fait à l'aide des projets de développement communautaire exécutés dans plusieurs secteurs du pays.

Parmi ces projets de développement communautaire initiés et appuyés par le gouvernement et ses partenaires en vue de s'attaquer au phénomène de pauvreté, y figure PRASAB, qui a mené ses actions dans dix provinces du Burundi, dont la province Bururi.

D'où le ressort de se poser les questions problématiques suivantes : Les projets de développement communautaire en l'occurrence le PRASAB, répondaient-ils aux besoins des potentiels bénéficiaires (OP et OCB)? Les bénéficiaires de ces projets s'appropriaient-ils convenablement des appuis reçus afin qu'ils produisent des résultats positifs remarquables? C'est autour de ces différentes questions que nous allons borner notre sujet de travail.

0.2. Hypothèse de recherche

Sur base du sujet de la question de départ et de la problématique sur laquelle s'inspire la présente étude, nous nous proposons de vérifier l'hypothèse suivante :

- Les activités agro-pastorales ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population.

La motivation du choix d'un tel sujet réside dans le fait que les projets de développement communautaire jouent le rôle important dans le développement. Et nous nous sommes intéressés au Projet de Réhabilitation et de Gestion Durable des terres au Burundi, PRASAB qui, dans son programme prévoit un volet « activités génératrices des revenus » qui ont appuyé les citoyens dans leur développement.

Nous allons essayer de voir si l'impact causé par ce projet de développement au sein de la population est considérable.

0.3. Méthodologie de travail et difficultés rencontrées

Pour pouvoir bien mener notre travail, nous nous sommes servis de plusieurs canaux d'informations. Premièrement, nous avons consulté la documentation théorique qui cadre avec notre sujet, de nombreuses lectures, des ouvrages généraux, thèses, mémoires, relatifs aux concepts clefs du thème de recherche et surtout les documents produits par le PRASAB sans oublier la documentation que nous avons trouvé sur internet.

Deuxièmement, les visites et observations de terrain pour compléter les informations tirées des lectures d'une part et pour pouvoir dégager l'impact dudit projet sur la population bénéficiaire

d'autre part. Nous avons recueilli des informations relatives au projet à travers les personnes ressources et autres professionnels ayant travaillé dans le projet PRASAB ainsi que ceux qui travaillent dans les projets à savoir PRODEMA et COPED. Les autorités locales, les représentants des bénéficiaires et les bénéficiaires eux-mêmes nous ont également fourni d'importantes informations en rapport avec le projet.

Dans la perspective de vérifier la pertinence de la problématique traitée dans cette étude, nous avons réalisé au sein des bénéficiaires du projet, un sondage d'opinion sur le terrain au moyen d'une enquête opérée sur base d'un questionnaire.

Pour le choix des personnes à enquêter, nous avons retenu les critères selon lesquels; la personne à intervieuver doit :

- Etre un membre d'une organisation des producteurs ou d'une organisation de la communauté de base bénéficiaires;

- Avoir déjà participé au moins à une étape de mise en œuvre du projet PRASAB ;

- Etre cadre ou technicien de terrain du projet PRASAB;

Avec cette technique, nous étions plus ou moins rassurés que les résultats que nous obtiendrons seront fiables car les différents intervenants ou acteurs ont été couverts par l'enquête. Donc l'échantillon représentatif exigé par la méthodologie de recherche a été respecté.

Enfin, nous précisons que quelques difficultés rencontrées sur terrain au cours de notre travail, ont en quelque sorte entravée la réalisation de ce dernier.

Nous ne pouvons pas ignorer notamment la non-disponibilité des autorités sollicitées lors de notre descente alors que nous avions reçu leur rendez-vous en quittant Bujumbura, d'où souvent nous faisions des va et vient qui nous ont coûté énormément chers en termes de temps et de moyens financiers.

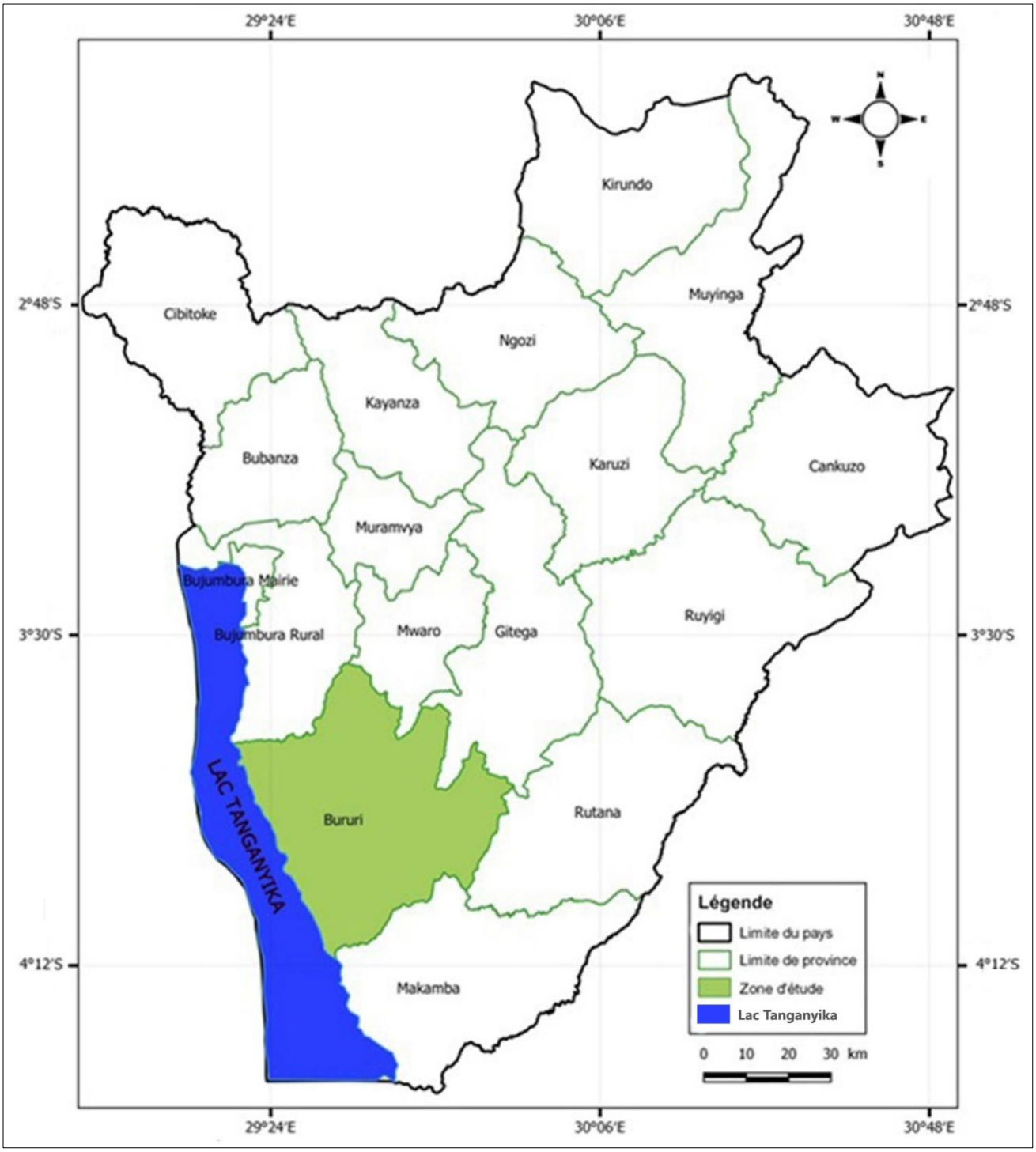
A côté de cela, la distance séparant une commune à une autre est longue, ce qui nécessitait un moyen de déplacement pour arriver sur terrain, nous coûtant encore chers. Plusieurs rendez-vous étaient reportés à cause de l'absence des responsables compétentes à nous fournir des informations voulues. Un défaut aussi à signaler est cette habitude de recevoir des perdiem dans des réunions ou formations car les membres invités dans l'interview attendaient que nous leur donnions des frais de déplacement et quelquefois refusaient que nous leur prenions en photos.

Malgré tout cela, nous nous en réjouissons parce que ces difficultés ne nous ont pas empêchés à atteindre notre objectif qui était de recevoir des données fiables qui pouvaient nous aider à réaliser notre recherche.

0.4. Localisation de la zone d'étude

La province de Bururi est située au sud du Burundi entre 3º 34' et 4º11' de latitude sud, et entre 29º17' et 29°55' de longitude est, Elle avait une superficie de 2465Km² avant la naissance de la nouvelle province de Rumonge en 2015. Elle est limitée au sud par la Province de Makamba, à l'Est par la Province de Rutana, au nord-est par les provinces de Gitega et Mwaro, au nord-ouest par la Province de Bujumbura rural, à l'ouest par le Lac Tanganyika. Elle couvrait quatre régions naturelles à savoir: Bututsi, Imbo, Mugamba, et les Mirwa.

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude (avant la naissance de la province RUMONGE)



Source : Auteur sur fond de carte administrative du Burundi

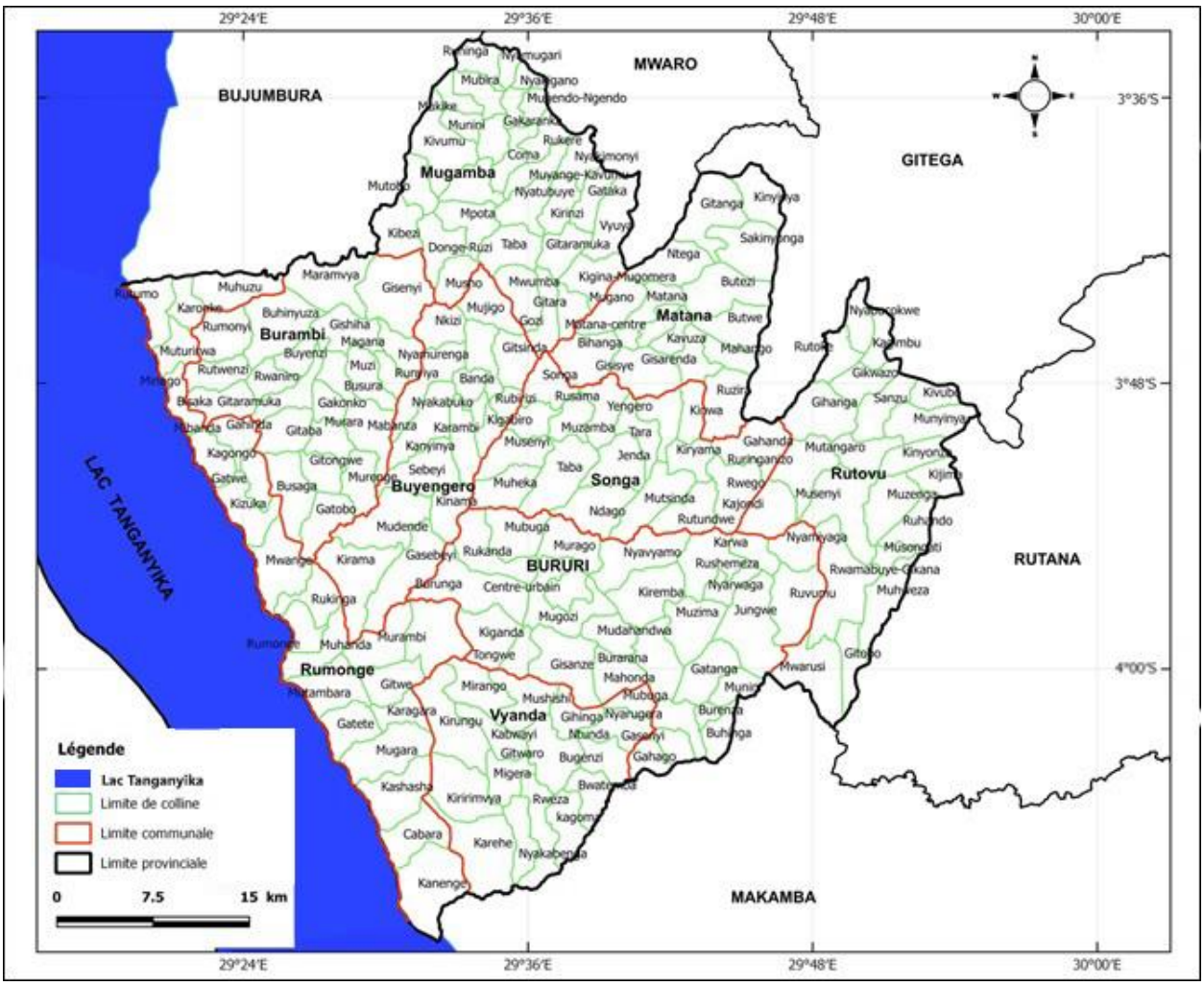
La Province Bururi avait une superficie de 2465km², elle était subdivisée en 9 Communes, en 39 zones et 199 collines de recensement. Le chef-lieu de la Province est le centre urbain de Bururi.

Tableau 1: Découpage administratif de la Province Bururi

Communes	**Zones**	**Nombre de collines**
Burambi	Maramvya, Mariza, Murago, Rusabagi,	21
Bururi	Bamba, Bururi, Gasanda, Munini, Muzenga,	30
Buyengero	Mudende, Mayama, Muzenga,	16
Matana	Matana, Gasibe, Gisarenda	13
Mugamba	Muramba, Mwumba, Nyagasasa, Vyuya, Kivumu, Kibezi	30
Rumonge	Buruhukiro, Gatete, Kigwena, Kizuka, Minago, Rumonge	33
Rutovu	Condi, Muzenga, Kajondi, Muhweza	22
Songa	Ruvumbu, Kiryama, Ndago, Songa, Muheka	17
Vyanda	Rweza, Binyuro, Gitsibo	17

Source : Tableau réalisé par nous même à la base des données tirées au MININTER

Figure 2 : Découpage administratif de la province Bururi



Source : Auteur sur fond de carte administrative de la province Bururi

CHAPITRE I: LA PROVINCE DE BURURI: CADRE PHYSIQUE ET HUMAIN.

I.1. Milieu physique

I.1.1. Caractéristiques physiques

L'observation de notre zone d'étude à base des photographies aériennes et des cartes topographiques, nous permet de constater une forte diversité de paysage qui s'observe par de grands reliefs quartzitiques, un modèle collinaire varié, la présence des escarpements associés directement à la tectonique du rift occidental et les petites plaines côtières le long du Lac Tanganyika.

I.1.1.1. Les grandes unités topographiques

La morphologie du relief d'une région donnée est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs. C'est à ce propos que NSABIMANA, S. écrit: *« les formes topographiques sont des formes complexes où la tectonique, la lithologie et le climat ont un rôle plus ou moins déterminant dans le façonnement du relief.»*[1]. Généralement, les roches dures et résistantes aux facteurs de l'érosion se trouvent en position élevée par rapport aux roches tendres qui se détruisent plus facilement et nous observons une série de crêtes quartzitiques en position élevée et des dépressions schisteuses ou granitiques en position basse.

Nous constatons que la province de Bururi est constituée d'une topographie variée dans laquelle, plaines, vallées, montagnes, plateaux sans oublier les collines en dissection arrondie, vallées et d'autres formes de détail (voir figure 3).

Le relief de notre zone d'étude est dominé par trois sous-ensembles relativement homogènes: la plaine de l'Imbo, la crête Congo-Nil, ses contreforts et les plateaux centraux.

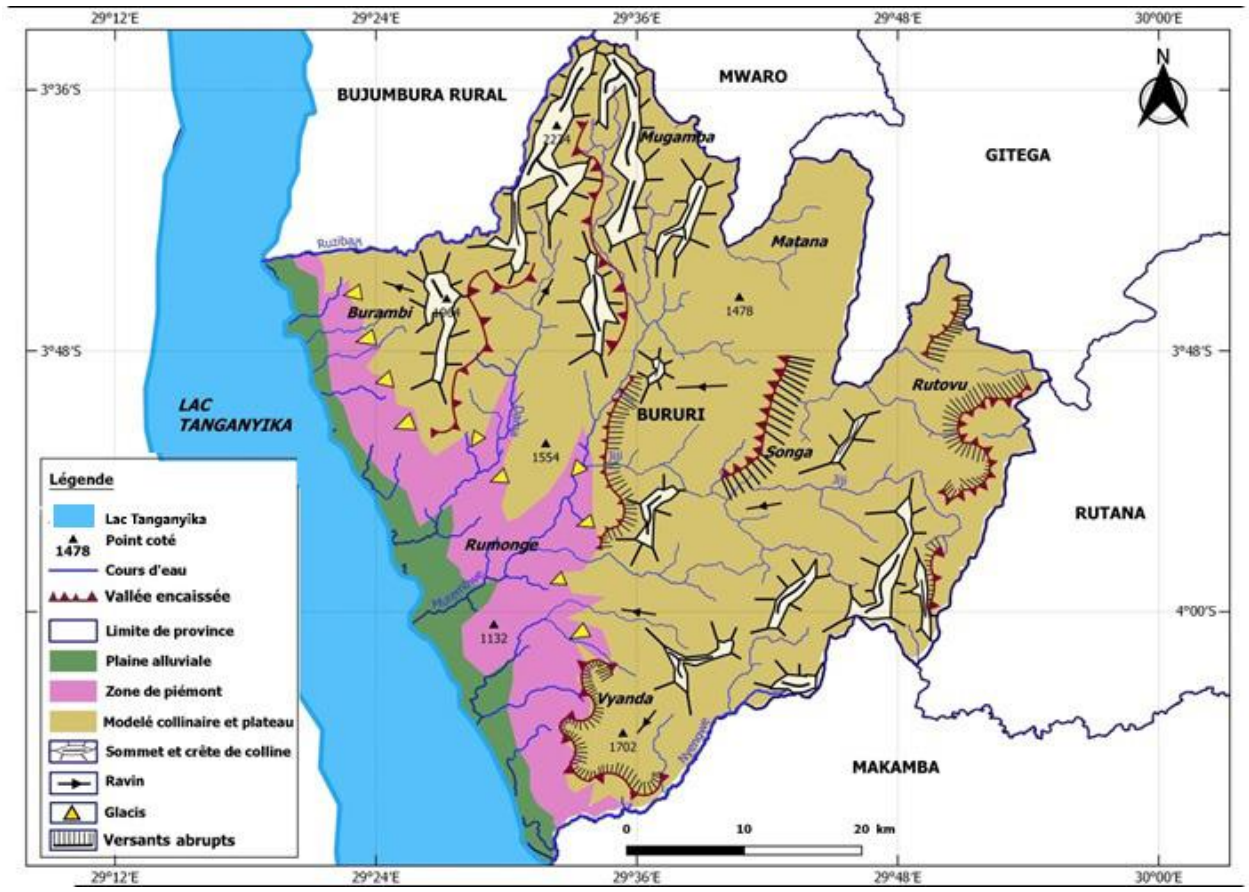
- la partie de Bututsi et de Mugamba se présente comme un haut plateau ondulé, formé d'une mosaïque de collines séparées entre elles par des vallées étroites ou larges selon les endroits avec une altitude comprise entre 1650 et 2300 m. Le relief est beaucoup moins escarpé sur la crête Congo-Nil sauf dans la partie sud avec les massifs d'Inanzegwe-Kibimbi ;

[1] NSABIMANA, S., *Climats et sols au Burundi: topo séquence Bugarama-Muzinda*, thèse, Paris, Université de Paris VII, 1974, P.59.

- Les Mirwa, zone de contreforts par excellence à l'ouest de la crête Congo-Nil, sont une région de relief, très accidentés avec beaucoup de vallées encastrées. L'altitude est comprise entre 1600 et 2500 m avec un profil escarpé. Les contreforts de la zone de transition entre la crête Congo-Nil et les Mirwa ont une altitude qui varie entre 780 et 1900 m.

- L'Imbo est une plaine qui s'étend le long du Lac Tanganyika, de la rivière Ruzibazi au nord jusqu'à la rivière Nyengwe au sud, sur une bande de 60km de longueur. L'altitude de la plaine de l'imbo varie entre 774m et 1000m.

Figure 3: Croquis géomorphologique de la province Bururi



Source : Photographie aérienne 1994

I.1.1.2. Pédologie et géologie

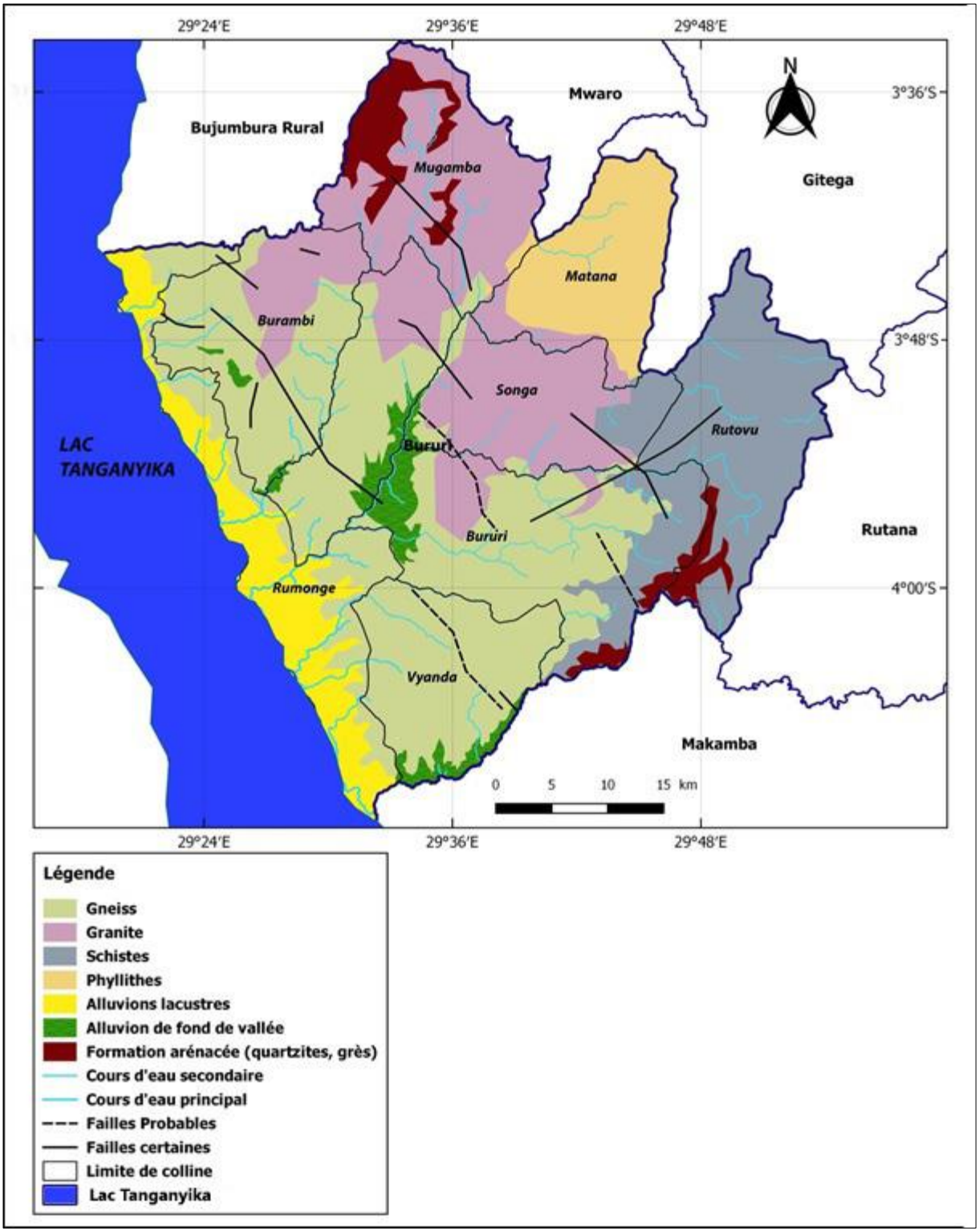
Selon EMOLON, cité par GEORGE P., *« le sol est une formation naturelle de surface à structure meuble, d'épaisseur variable résultant de la transformation de la roche mère sous-jacente sous l'influence des divers processus physiques, chimiques et biologiques.»*[2]

La province de Bururi est entièrement constituée par le système Burundien. Les sols sont constitués par des gneiss granitiques et des gabbros qui affleurent par endroit. Notons que les phyllithes, les roches basiques et ultrabasiques s'observent par endroit. Les formations arénacées (quartzites, grès, etc.) constituent le plus souvent des hauteurs tandis que les phyllithes constituent les plateaux d'altitude moyenne (voir figure 4).

Dans la région de l'Imbo, les roches sont formées d'alluvions lacustres et fluviatiles argilo sableuses et, à certains endroits, elles sont formées par des basaltes. Les sols dominants sont les argiles noires tropicales dans les zones basses et sur les piémonts les sols bruns tropicaux. Du point de vue agronomique, ce sont des sols fertiles où il n y a pas nécessité de chaulage ni de forte quantité de fumier ou d'engrais.

[2] GEORGE P., *Dictionnaire de Géographie*, 6ème édition, Paris, PUF, 1963, P.428

Figure 4: Carte géologique de la province Bururi

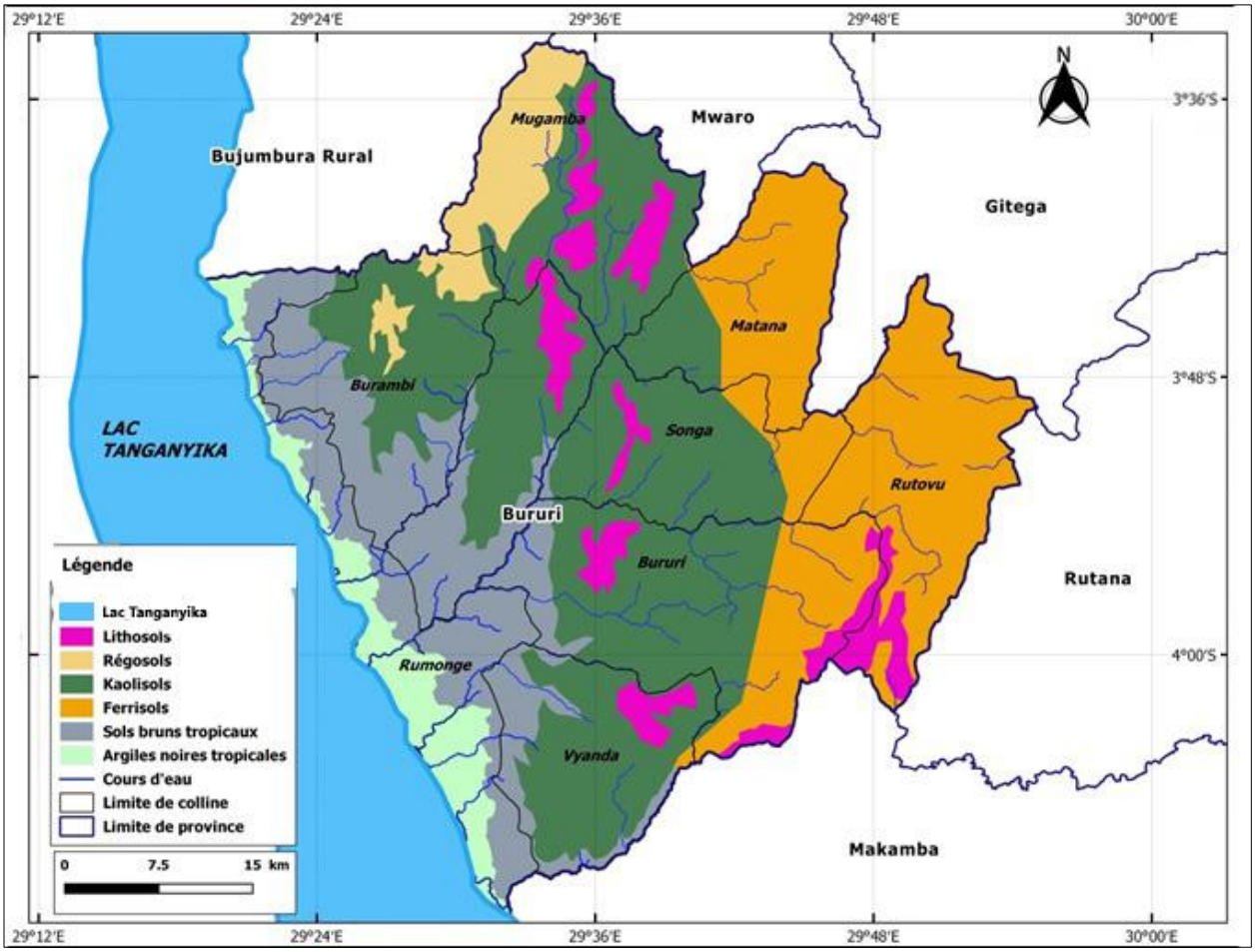


Source : Carte géologique du Burundi au 1/100000, feuilles de Rumonge, Mugamba et Rutana

Dans la région de Mirwa, la nature des roches mère est variable, mais les sols dominants sont les régosols et les hygroferrisols sur les hautes montagnes. Les versants des montagnes sont occupés par le régosols ou des sols bruns non hydro-morphe (voir figure 5).

Dans la région de Mugamba comme dans la région de Bututsi, les sols dominants sont des sols riches en sesquioxydes de fer et d'alumine notamment les ferrisols, les ferrasols et kaolisols surtout dans la région de Mugamba tandis que dans la région de Bututsi, les sols sont formées par une roche mère de nature variable (granite, schistes, quartzites, gneiss) et sont dominées par des ferrasols, des ferrisols et kaolinites. Sur les crêtes ce sont les lithosols qui dominent.

Figure 5: Carte pédologique de la province Bururi



Source : Carte pédologique au 1/250.000ème selon G.SOTTIAUX

I.1.1.3. Les caractéristiques climatiques

Sur le plan climatique, malgré sa position altitudinale proche de l'équateur, le Burundi en général et en particulier la province de Bururi jouit d'un climat tropical tempéré par l'altitude.

D'après le dictionnaire de géographie: *le climat est l'ensemble des caractéristique de l'atmosphère et leur variation en un lieu donné sur une longue période»*[3]

Dans notre zone d'étude, les données des stations météorologiques de Tora-Mpota, Ruvyironza, Rweza (Vyanda) donnent une idée sur les caractéristiques du climat. Il s'agit d'un climat tropical car il a ses caractéristiques comme le décrit BIROT P:*«les climats tropicaux sont des climats qui, tous ont des saisons biens tranchées: une saison pluvieuse plus ou moins longue, parfois coupée en deux, trois, quatre mois de la saison sèche au cours de l'année»*[4].

Selon toujours l'étude sur le milieu naturel, le climat des régions du Bututsi et de Mugamba est de type tropical tempéré par l'altitude avec quatre mois de saison sèche et huit mois de saison pluvieuse. La pluviosité moyenne annuelle est d'environ 1300 mm, les mois les plus arrosés vont de décembre en avril avec une moyenne de l'ordre de 200 mm par mois (170 mm en mars et 232 mm en décembre). La température moyenne varie entre 15° et 17°C. Les températures peuvent descendre jusqu'à 5° pendant la nuit au niveau des bas-fonds.

L'Imbo connait huit mois de saison de pluies et quatre mois de saison sèche parfois cinq mois. La pluviométrie moyenne est de 1050 mm. La température moyenne est de 24°C avec un minimum de 18.5°C. L'humidité relative moyenne est faible et avoisine 70%, les minima sont inférieurs à 50% en saison sèche.

Les Mirwa et la crête Congo-Nil connaissent un climat tropical à courte saison sèche, la température moyenne est de 18°C et la pluviosité moyenne est de 1550 mm.

---

[3] GEORGE, P.,*op.cit*.p.428

[4] BIROT P., *Géographie physique générale (zone intertropicale)*, centre de documentation universitaire, Paris V, 1962, p.80.

I.1.1.4 Les précipitations

Pour appréhender l'importance de la pluviométrie dans la zone d'étude, nous avons pris les données pluviométriques observées pendant huit ans (2004-2011) voir annexe sur deux stations météorologiques de Vyanda et Tora. Le tableau ci –après synthétises les moyennes mensuelles des précipitations.

Tableau 2: Données des précipitations mensuelles(en mm) dans les stations de Vyanda et Tora (2004-2011). (Voir les données en annexe)

Mois	Station de Vyanda	Stations de Tora
Janvier	236,4	190,18
Février	164	195,17
Mars	188,3	217,07
Avril	172,1	194,92
Mai	85,6	107,23
Juin	21	20,75
Juillet	0,9	10,51
Août	13,7	15,48
Septembre	41,3	72,91
Octobre	82,7	124,37
Novembre	219	182,2
Décembre	242,1	213,48
M.ann.totale	**1467,1**	**1544,27**

Source : réalisation personnelle à partir des données de l'IGEBU (voir données en annexe)

L'analyse des données des stations météorologiques de Vyanda et Tora nous révèle que notre zone d'étude connait un climat tropical humide influencé par l'altitude. Ses précipitations variées entre 1467,1et 1544,27 mm. Elles sont réparties d'une façon irrégulière au cours de l'année comme le montre la figure 6.Les mois les plus pluvier sont novembre, décembre et janvier pour les deux stations avec plus de 200mm de moyenne mensuelle. La saison pluvieuse

qui débute en général avec le mois de septembre couvre neuf mois tandis que la saison sèche couvre trois mois, commence en mois de juin et se termine en aout. Une peut être pluvieuse ou sèche que la suivante ou la précédente, même les saisons peuvent plus longues ou plus courte par rapport au moyenne en fonction des années.

Tableau 3: Températures moyennes mensuelles(en degré Celsius) des stations de Vyanda et Tora (2004-2011). (Voir les données en annexe)

Mois	Station de Vyanda	Station de Tora
Janvier	22,15	21,58
Février	22,37	21,71
Mars	22,48	21,4
Avril	22,41	20,91
Mai	22,32	20,57
Juin	22,13	20,57
Juillet	22,16	21
Aout	23,03	21,86
Septembre	23,86	22,33
Octobre	23,37	22,15
Novembre	21,98	21,06
Décembre	21,78	20,92
M. Ann	**270,04**	**256,06**

Source : réalisation personnelle à partir des données de l'IGEBU.

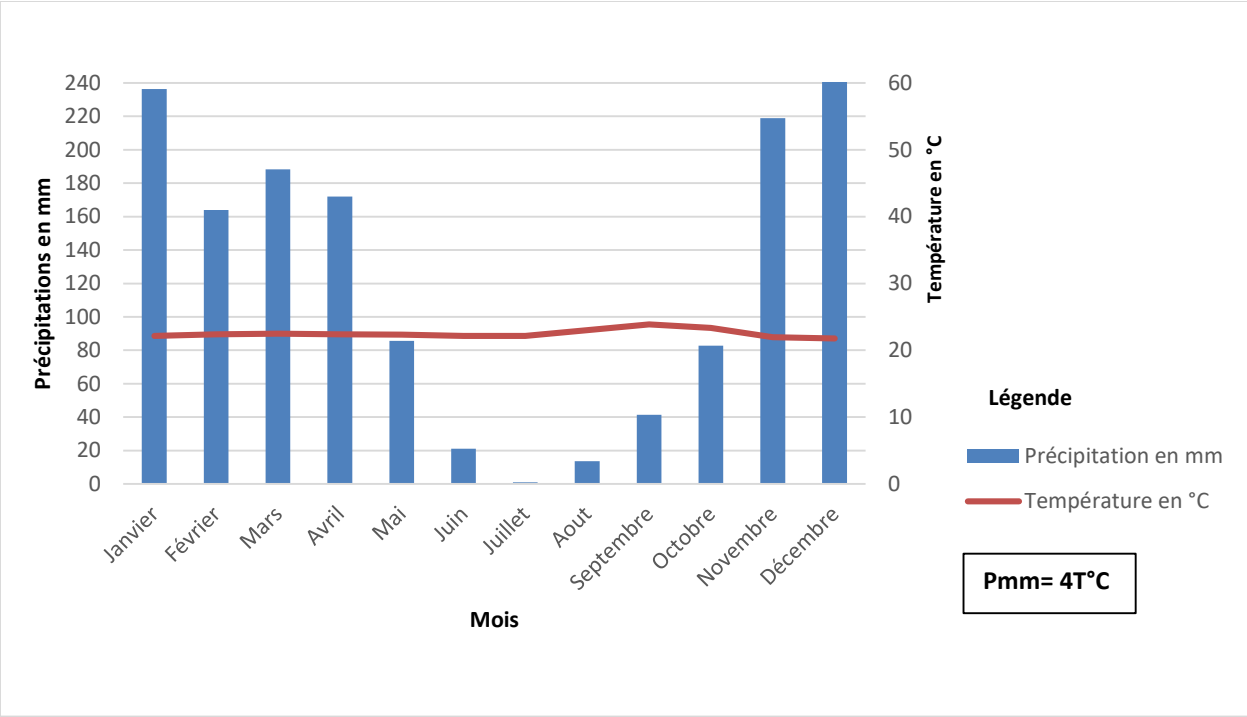
Au cours des huit ans la moyenne mensuelle est presque régulière.

Tableau 4: Récapitulatif de la station Vyanda

Mois	**Précipitation en mm**	**Température en °C**
Janvier	236,4	22,15
Février	164	22,37
Mars	188,3	22,48
Avril	172,1	22,41
Mai	85,6	22,32
Juin	21	22,13
Juillet	0,9	22,16
Aout	13,7	23,03
Septembre	41,3	23,86
Octobre	82,7	23,37
Novembre	219	21,98
Décembre	242,1	21,78

Source : réalisation personnelle à partir des données de l'IGEBU

Figure 6: Diagramme ombrothermique de la station de Vyanda



Source : réalisée par l'auteur a base des données du tableau 4

Les records de précipitations sont enregistrés au mois de décembre et janvier tandis que les mois de juillet et aout sont les plus secs comme le montre le diagramme ombrothermique ci-haut cité.

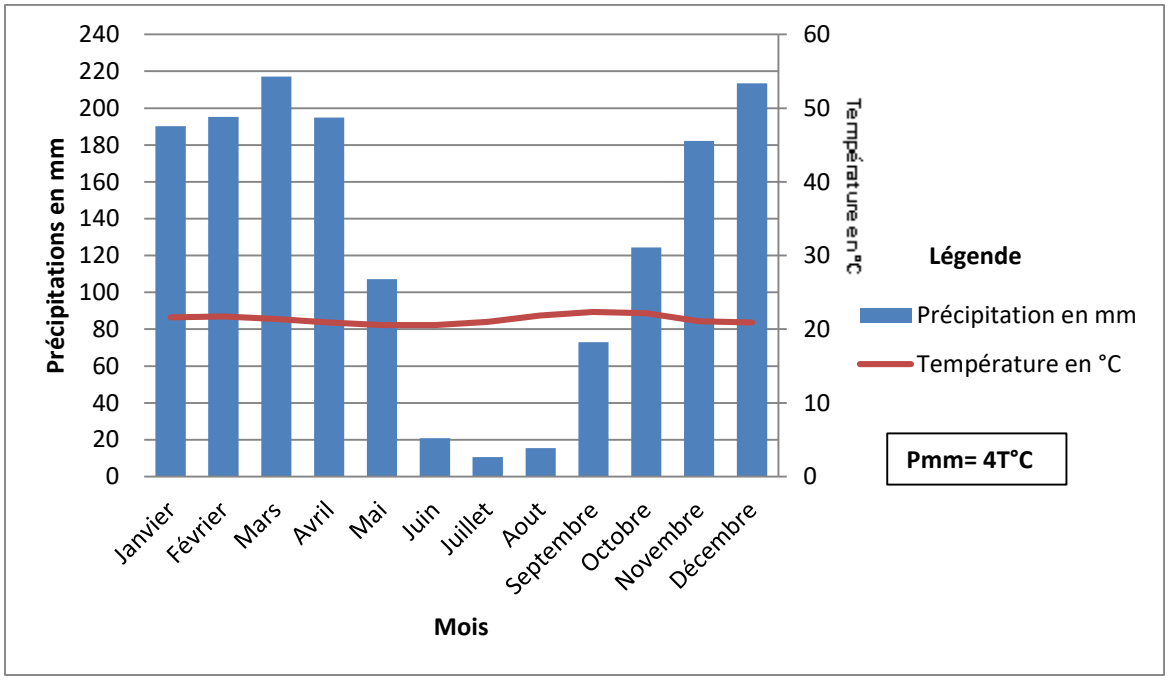
Tableau 5: Récapitulatif de la station de Tora

Mois	Précipitation en mm	Température en °C
Janvier	190,18	21,58
Février	195,17	21,71
Mars	217,07	21,4
Avril	194,92	20,91
Mai	107,23	20,57
Juin	20,75	20,57
Juillet	10,51	21
Aout	15,48	21,86

Septembre	72,91	22,33
Octobre	124,37	22,15
Novembre	182,2	21,06
Décembre	213,48	20,92

Source de réalisation personnelle à partir de l'IGEBU (service de traitements)

Figure 7: Diagramme ombrothermique de la station de Tora



Source : réalisé par l'auteur à partir des données du tableau 5.

Les précipitations les plus élevées sont enregistrées au mois de décembre et mars tandis que les mois de juillet et aout sont les plus secs comme le montre le diagramme ombrothermique ci-haut cité.

I.2. Structure démographique

Dans toute étude, la population de la zone s'avère importante, il est indispensable d'évoquer l'état de la population étant donné que l'homme est au centre des transformations qui s'opèrent dans l'espace, l'homme influence beaucoup sur le développement rural et sur le milieu naturel qui constitue son environnement.

«Le paysage humanisé est un ensemble, une convergence, un moment vécu. Il présuppose une présence de l'homme qui donne son sens à ce qui l'entoure.»[5]Cela revient à dire qu'une organisation spatiale est significative si elle fait allusion à la population qui est d'environ 570.929 habitants (selon le Recensement général de la population et de l'habitant de 2008).

I.2.1. Effectifs et croissance de la population

I.2.1.1.Effectifs de la population

Au terme du dénombrement de la population organisé du 16 au 30 août 2008, la population de la province de Bururi est évaluée à 574.013. Le tableau 3 montre les effectifs totaux de la population par commune (2008).

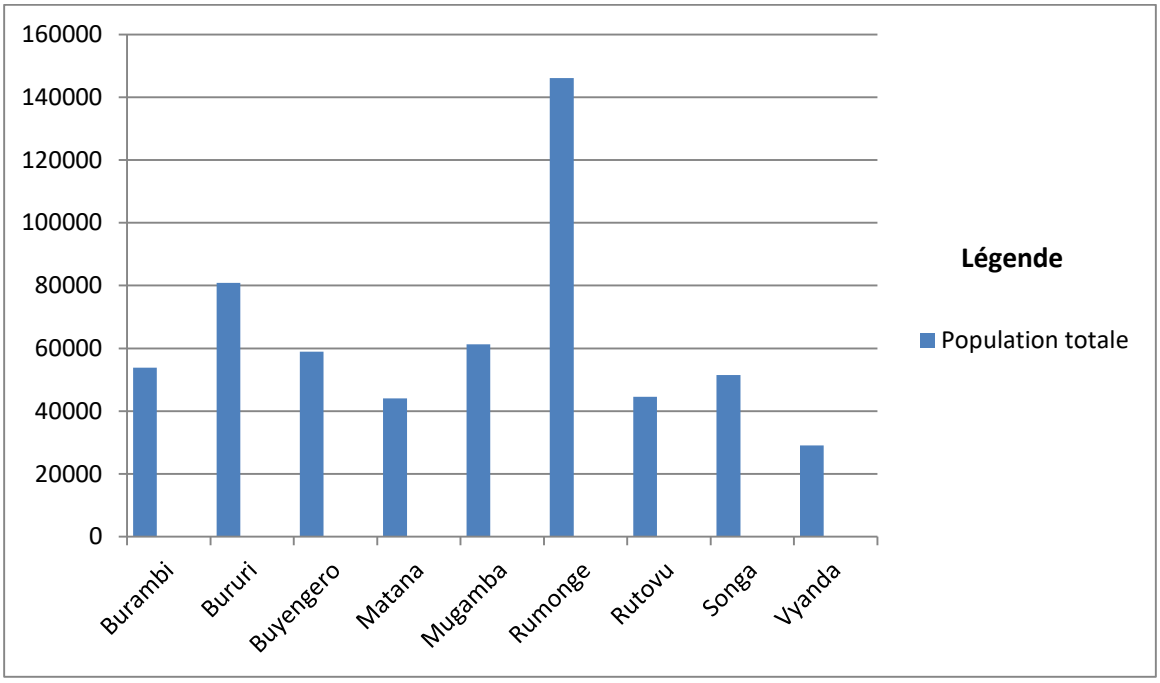
Tableau 6: Répartition de la population par commune en 2008

Communes	**Population Totale**
Burambi	57.167
Bururi	83.614
Buyengero	58.670
Matana	42.777
Mugamba	59.084
Rumonge	145.074
Rutovu	46.111
Songa	51.831
Vyanda	29.685
TOTAL	574.013

Source : MININTER, RGPH, 2008

[5]DARDEL, E., *L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique*, P.U.F, 1952, p 31.

Figure 8: Répartition de la population par commune



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des données du tableau précédent

I.2.1.2. Croissance de la population

En 1990, la population de cette province était de 392.910 habitants tandis qu'en Aout 2008, la population était de 574.013 habitants soit un accroissement de 181.103 habitants en 18ans. Cet accroissement donne un taux global de croissance annuel de 2.1% comme l'indique le tableau 3.

Tableau 7: Taux d'accroissement annuel moyen de la population par commune entre 1990 et 2008

Communes	**Population totale en 1990**	**Population totale en 2008**	**Taux d'accroissement annuel en %**
Burambi	47.999	57.167	1.6
Bururi	54.193	83.614	2,4
Buyengero	46.746	58.670	1,3

Matana	29.046	42.777	2,2
Mugamba	45.602	59.084	1,4
Rumonge	77.439	145.074	3,5
Rutovu	34.758	46.111	1,6
Songa	34.922	51.831	2,2
Vyanda	22.212	29.685	1,6
TOTAL	392.910	574.013	2,1

Source : MININTER, RGPH, 1990 et 2008

En analysant ce tableau, on remarque que la commune Rumonge enregistrait un taux d'accroissement très élevé, cela s'explique par le fait que la commune Rumonge attire beaucoup de gens grâce à ces fonctions car c'est la commune la plus urbanisée de la province Bururi.

I.2.2. Structure, répartition et densité de la population

I.2.2.1. Structure de la population

L'âge et le sexe sont deux variables très importantes en démographie parce qu'elles influencent tous les aspects de l'Etat et de la Dynamique d'une population. L'analyse de la structure de la population par sexe et par âge vise à dégager le poids respectif de chaque sexe et chaque âge ou groupe d'âge par rapport à la population cible.

Le rapport de masculinité est légèrement en faveur des femmes: 96.7 hommes pour 100 femmes. Le rapport de masculinité le plus bas est enregistré dans les tranches d'âges comprises entre 40 et 69ans tandis que le plus élevé se situe entre 0 et 34 ans.

Tableau 8: Composition de la population de la Province Bururi par sexe

Communes	Effectif d'hommes	Effectif des femmes	Population totale 2008
Burambi	28.236	29.150	57.167
Bururi	28.068	29.099	83.614
Buyengero	40.889	42.725	58.670
Matana	29.110	29.560	42.777
Mugamba	20.763	22.014	59.084
Rumonge	73.196	71.878	145.074
Rutovu	22.127	23.984	46.111
Songa	25.351	26.480	51.831
Vyanda	14.476	15.209	29.685
TOTAL	**282.216**	**290.099**	**574.013**

Source : MININTER, RGPH 2008

Dans le tableau ci-haut, on remarque que les femmes sont en surnombre dans presque toutes les communes sauf dans la commune Rumonge. Ce déséquilibre de sexe s'explique en général par la mortalité et les migrations différentielles qui touchent plus les hommes que les femmes.

I.2.2.2. Répartition et densité de la population

La province de Bururi comptait une population de 570.929 habitants, soit environ 7.1% de la population nationale. Cette population se répartissait sur une superficie de 2465km², soit une densité de 232 habitants par km². Les communes Rumonge et Buyengero étaient les plus densément peuplées (voir figure 8). La commune Vyanda est la moins peuplée comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 9:Densité de la population par commune

Communes	Population totale 2008	Superficie en km²	Densité/hab. /km²
Burambi	57.167	28.084	192
Bururi	83.614	39.155	206
Buyengero	58.670	21.472	275
Matana	42.777	20.240	218
Mugamba	59.084	30.082	204
Rumonge	145.074	32.488	450
Rutovu	46.111	28.632	156
Songa	51.831	23.205	222
Vyanda	29.685	22.654	131
TOTAL	**574.013**	**245.512**	**232**

Source : MININTER, RGPH, 1990 et 2008

I.3. Aspect genre

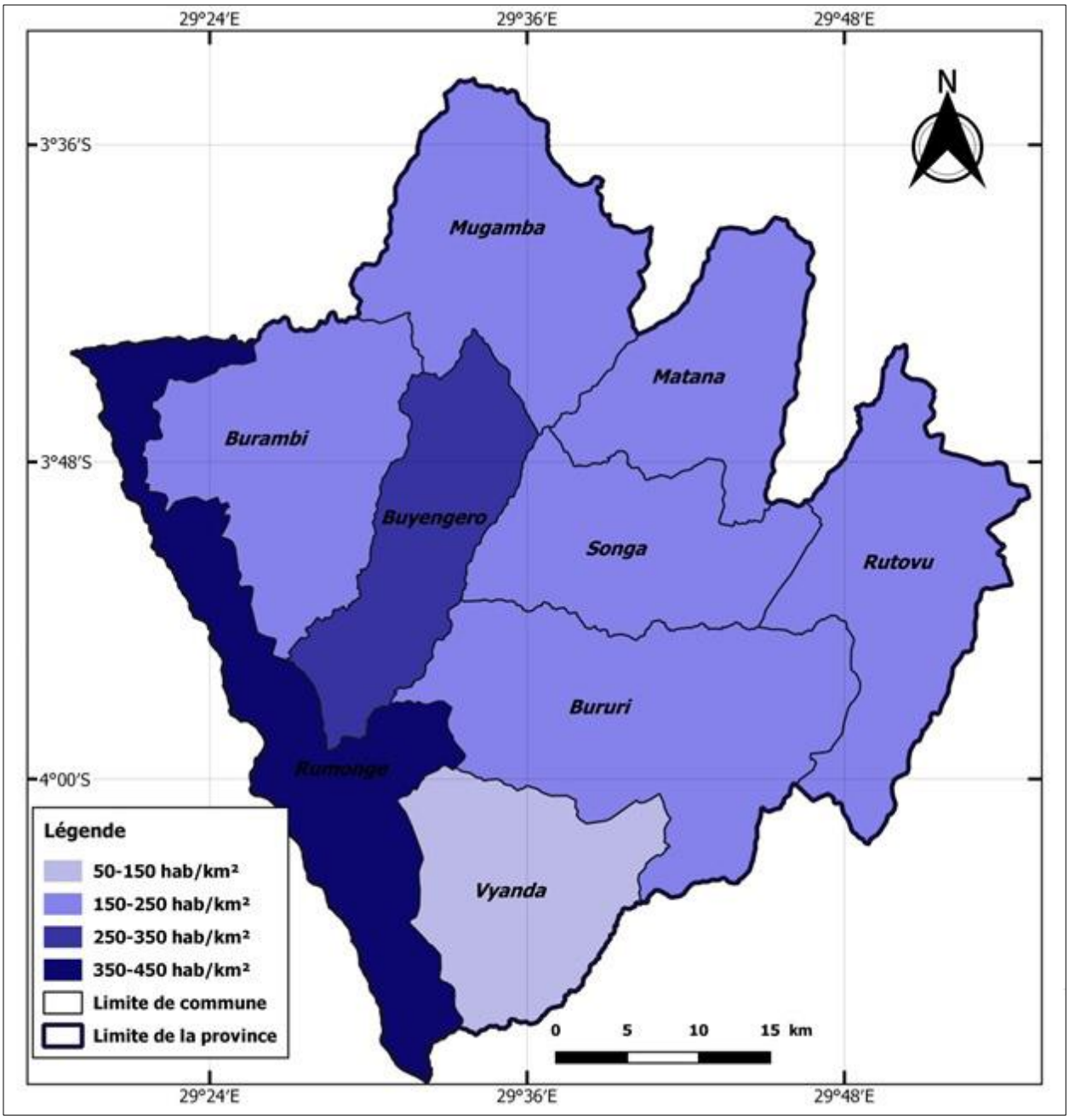
La Loi Burundaise accorde une importance considérable en ce qui est de l'intégration des femmes dans toutes les instances du pays. En effet, la constitution exige une représentativité d'au moins 30% des femmes dans les instances politiques. Dans le meilleur des cas, il s'observe une proportion de femmes de plus en plus élevée dans toutes les instances de prise de décision.

« Dans le milieu riverain, 60% des membres des comités des associations actives sont des femmes et 35% de ces associations sont dirigées par les femmes.

Néanmoins, la femme subit cependant toujours le poids de la tradition qui la consacrait à des travaux domestiques. Bien souvent, les femmes assument la responsabilité de chef de la famille alors que, toujours selon la tradition, elles ne peuvent pas posséder de terre »[6].

[6]Plan d'aménagement et de gestion de la Réserve Naturelle Forestière de Bururi, 2009

Figure 9: Carte des densités de la province Bururi



Source : Auteur à partir des données du tableau 6 et sur fond de carte administrative du Burundi

CHAPITRE II : LE PRASAB ET SES REALISATIONS EN PROVINCE BURURI

« Le Burundi est classé parmi les 5 pays les plus pauvres du monde. Son cursus historique est ponctué de crises sociopolitiques et de violences cycliques qui ont beaucoup contribué à freiner son épanouissement social et économique»[7]. Ces crises sociopolitiques ont détruit presque tous les secteurs productifs, ce qui a aggravé la maigre production des ménages et de tout le pays en général.

Pour parer à ces difficultés dans une période post conflit, le Gouvernement du Burundi, appuyé par ses partenaires ainsi que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) a entrepris plusieurs projets de développement communautaires afin de répondre aux besoins immédiats de la population burundaise. Ainsi, le projet PRASAB figurait parmi ces projets de développement communautaires de 2004 à 2011.

II.1. Les différentes conceptions sur le développement communautaire

Couramment désignés sous l'appellation de projets communautaires, ces activités menées directement par les communautés ou parfois conjointement avec un appui technique externe ou avec un partenaire financier, aident les bénéficiaires à promouvoir leurs activités économiques et améliorer leur cadre de vie.

Ici, l'accent sera mis sur la conceptualisation du développement, du sous-développement et sur les projets de développement communautaire.

II.1.1. Notion de développement et de sous-développement

II.1.1.1. Notion de sous-développement

Le sous-développement se manifeste sous plusieurs caractéristiques, plus ou moins généralisables pour chacun et à l'ensemble des pays du Tiers-monde qui ralentissent ou stagnent la croissance économique et ne favorisent pas l'amélioration du bien-être de la société. C'est ainsi que plusieurs facteurs ont été mis en lumière pour caractériser la situation propre au Tiers-monde par DOUCY et BOUVIER:

[7] Stratégie Agricole Nationale 2008-2015, Bujumbura, juillet 2008, p11

-Une population rurale plus nombreuse ;

-Un taux de croissance démographique élevé ;

-Une population jeune plus nombreuse ;

-Une fécondité élevée ;

-La malnutrition et la sous-alimentation ;

-Insuffisance des revenus des salariés ;

-Un niveau bas d'alphabétisation et une sous-qualification de la main d'œuvre ;

-Le gouvernement est le principal employeur ;

-Une prédominance des secteurs primaire et tertiaire dans l'économie. Mais l'agriculture est la plus dominante, elle engloutit la majorité de la main d'œuvre ;

-Une absence de véritable industrialisation, le développement industriel étant considéré comme critère essentiel de développement ;

-Une dépendance extérieure : le tiers-monde est tributaire de l'étranger pour l'importation des biens d'équipement, de production et de consommation, et pour l'exportation des matières premières et de produits primaires. Il dépend également de l'extérieur quant à l'aide sous forme des dons ou de prêts et à la main d'œuvre qualifiée ;

-Une instabilité économique due à l'instabilité des marchés mondiaux de produits primaires exportés par les pays en voie de développement ;

-L'étroitesse du marché intérieur résultant de la faiblesse du revenu national et des modalités de sa répartition.[8]

II.1.1.2. Notion de développement

Le terme développement est couramment utilisé et sème souvent confusion.

Les auteurs COMLAN A. et QUENOM A., définissent le développement comme étant « *l'ensemble de processus et mécanismes mis en place par une société pour permettre à chacun de ses membres d'accéder au maximum d'épanouissement dont il est capable. C'est un changement organisé dont l'objectif est le bien être des membres de la collectivité. Ainsi, le développement*

[8] DOUCY A. et BOUVIER P., *Introduction à l'économie sociale du Tiers-monde*, édition de l'Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, Février 1970, p. 45

implique la transformation et une nouvelle combinaison de tous les facteurs capables d'agir dans une société pour améliorer sa façon de vivre. Il doit être à la fois prolongement et dépassement de la croissance économique et doit porter sur les transformations économiques, politiques, sociales et culturelles»[9].

Il compte plusieurs volets et c'est ainsi qu'on parle de :

- Développement économique qui concerne les forces productives. C'est un accroissement des quantités des biens et services disponibles par unité de temps, dans une collectivité sociale donnée.

- Développement social: il concerne le mieux–être qui repose sur le bien–être de tous. Celui-ci peut s'opérer à travers des actions sanitaires, la création et l'amélioration de la formation, la communication et l'information, la production, etc.

- Développement sanitaire, qui est un processus permettant l'amélioration de l'état de bien-être physique, mental et social d'une communauté et de chaque individu en particulier.

- Développement culturel concerne la découverte et le renouvellement des valeurs propres de chaque peuple (l'art et la culture) de même que l'ouverture d'un peuple aux autres cultures par le dialogue.

- Développement politique : il concerne le pouvoir d'organiser et de gérer la vie de la communauté nationale. Il vise à promouvoir et à respecter les droits et devoirs des individus et des peuples.

En réalité, le développement et le sous-développement ne sont pas un état stable, homogène ou uniforme.

[9]COMLAN A et QUENOM A., *«Santé »comme un volet du développement sanitaire en Afrique*, OMS, Ouidah, Bénin, 2013, 20 P

II.1.2. Evolution du concept

Le développement n'est pas constant mais évolue et s'adapte aux réalités socio-économiques et politiques changeantes des sociétés. Plusieurs raisons expliquent cette évolution : l'inefficacité des projets entrepris jusque dans les années 1990 pour sortir les masses de la pauvreté, les retombées négatives de l'industrialisation sur l'environnement, etc.

II.1.3. Développement communautaire

Le développement communautaire répond spécifiquement à un besoin socio-économique des catégories défavorisées de la population. Il offre des possibilités aux couches désavantagées sur un territoire d'entreprendre et de participer à des activités en vue d'améliorer leurs conditions socio-économiques.

II.2. Cadre conceptuel du projet de développement communautaire

«Un projet de développement communautaire peut être défini comme une action réalisée dans un objectif socio-économique orienté vers la satisfaction d'un besoin collectif de base (alimentation, santé, éducation, travail, infrastructures de base, information, connaissances, etc.) d'une communauté d'hommes et de femmes leur permettant de s'épanouir dignement»[10]. Il tente d'en valoriser les qualités (ressources, atouts, valeurs), d'en minimiser les handicaps, d'en contourner les contraintes. Il implique des groupes d'intérêts divers notamment des membres de la communauté, les autorités locales et des agents externes d'appui technique et financier. Précisons qu'un projet de développement n'a de justification que:

- S'il apporte des réponses durables aux problèmes économiques, sociaux, culturels, sociétaux, etc., d'une collectivité ou d'une organisation.
- S'il associe un bon nombre d'acteurs et, parmi eux, les habitants (ou les adhérents). Ces réponses, pour qu'elles soient efficaces, doivent tenir compte des besoins actuels des personnes mais, surtout, elles ne doivent pas hypothéquer l'avenir des autres.

[10]Tony Noce P., *Elaborer un projet Guide stratégique*, Chronique Social, Lyon 2005 ,2ème édition, p. 156

II.2.1. Les besoins locaux communautaires

Au niveau d'un territoire, les individus ont des besoins divers et variés indépendamment des origines, du sexe, de l'âge, du statut socio-économique, etc. Cette diversité des besoins rend délicate et un peu complexe la définition des besoins globaux dans une communauté.

II.2.2. Les projets de développement communautaire au Burundi

Les projets de développement communautaire au Burundi sont généralement exécutés à travers un budget voté annuellement par des entités décentralisées (les communes) et le budget du pouvoir central voté par le parlement pour que l'Etat ou la commune puisse réaliser ses objectifs qu'il s'est fixés à travers ses programmes et plans d'actions. Mais aussi, certains d'autres projets, surtout ceux soutenus par les bailleurs de fonds, leurs financements ne devaient pas figurer dans le budget annuel de l'Etat. Ce sont surtout des projets hors-budget.

II.2.3. Types de projets communautaires au Burundi

Au Burundi, nous distinguons plusieurs catégories de projets de développement réalisés soit par le Gouvernement appuyé par ses partenaires, soit par des organisations nationales ou internationales. Parmi ces projets de développement communautaires certains sont qualifiés «d'investissements à long terme» tandis que d'autres sont dits «productifs à court terme»[11].

II.2.3.1. Projets de développement communautaire productifs à long terme

Des projets de développement communautaires dits bénéfiques à long terme sont des projets qui donnent directement des résultats mais dont leurs effets ne sont pas directement visibles. Des fruits sont palpables et visibles à l'œil nu mais l'impact produit par les effets issus des produits de ces projets viendra progressivement pour le long terme. Il s'agit par exemple de la construction des écoles, des routes, des hôpitaux, etc. On peut citer par exemple le projet PRADECS (Projet d'Appui au Développement Communautaires et Social) et d'autres projets entrepris par le Ministère des travaux publics et de l'équipement notamment les routes et autres.

[11]Stratégies Agricoles Nationales du Burundi 2008-2015, Bujumbura, Août 2008

II.2.3.2. Projets de développement communautaire productifs à court terme

Ce sont des projets qui génèrent directement des fruits, généralement à court terme. Il s'agit notamment des projets comme la culture à grande échelle des pommes de terre, l'attribution des vaches de race améliorée aux ménages, la culture du riz dans les marais, etc.

Parmi les projets de développement communautaires productifs mis en œuvre par différents intervenants sur le territoire burundais figurent le Programme Transitoire de Reconstruction Post Conflit (PTRPC) qui couvre les provinces Bujumbura Rural, Bururi et Ruyigi ; le Projet de Relance et du Développement du Monde Rural (PRDMR) qui opère dans les provinces Cibitoke, Gitega, Karuzi et Kayanza, Projet de Productivité et de Développement de Marchés Agricoles (PRODEMA) et le Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi (PRASAB) qui couvrait les provinces Bubanza, Bururi, Cankuzo, Kirundo, Ngozi, Muyinga, Muramvya, Mwaro, Makamba et Rutana.

II.3. Description du projet PRASAB

II.3.1. Bref aperçu du Projet PRASAB au niveau national

Concernant la description de ce projet, il est question d'abord de le présenter d'une façon générale, ses objectifs, ses composantes, ses zones d'intervention et ses partenaires financiers.

II.3.1.1 Présentation du projet

Le Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des terres au Burundi (PRASAB) était un Projet de développement initié par le Gouvernement du Burundi en partenariat avec les bailleurs de fonds, l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), pour appuyer les stratégies et les politiques nationales de lutte contre la pauvreté au Burundi, en particulier dans le monde rural.

II.3.1.2. Objectifs du projet

L'objectif global du Projet était de contribuer à la restauration de la capacité de production en milieu rural, à travers le financement des activités de production des Organisations de Producteurs (OP) viables économiquement et écologiquement.

Ce projet avait comme objectifs spécifiques de:

- Améliorer la sécurité alimentaire des petits producteurs par l'augmentation de la productivité agricole et des animaux d'élevage de manière durable en respectant l'environnement ;

- Augmenter et diversifier les revenus dans le monde rural par la vente des produits ;

- Réduire la dégradation des terres et améliorer la gestion des ressources naturelles par la mise en place des dispositifs anti-érosifs et la gestion intégrée des écosystèmes ;

- Promouvoir les capacités institutionnelles et techniques des Organisations de Producteurs (OP), des Organisations Communautaires à la Base (OCB), des organisations de la société civile et des institutions gouvernementales qui appuient la relance du secteur rural par le renforcement de leurs capacités (Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU).

II.3.1.3. Les composantes du projet PRASAB

Les actions du Projet sont regroupées en trois (3) grandes composantes :

Composante 1 : Appui aux investissements de production et de gestion durable des terres

Sous-composante 1-a : Investissements productifs et gestion durable des terres.

Sous-composante 1-b : Appui à la réinsertion agricole d'urgence en faveur des sinistrés de guerre (déplacés et rapatriés).

Composante 2 : Appui au renforcement des capacités et des institutions

Sous-composante 2-a : Renforcement des capacités des Organisations de Producteurs, des Organisations communautaires à la Base et des Opérateurs de Proximité (ODP).

Sous-composante 2-b : Renforcement des capacités institutionnelles des services publics partenaires clés (y compris la recherche)

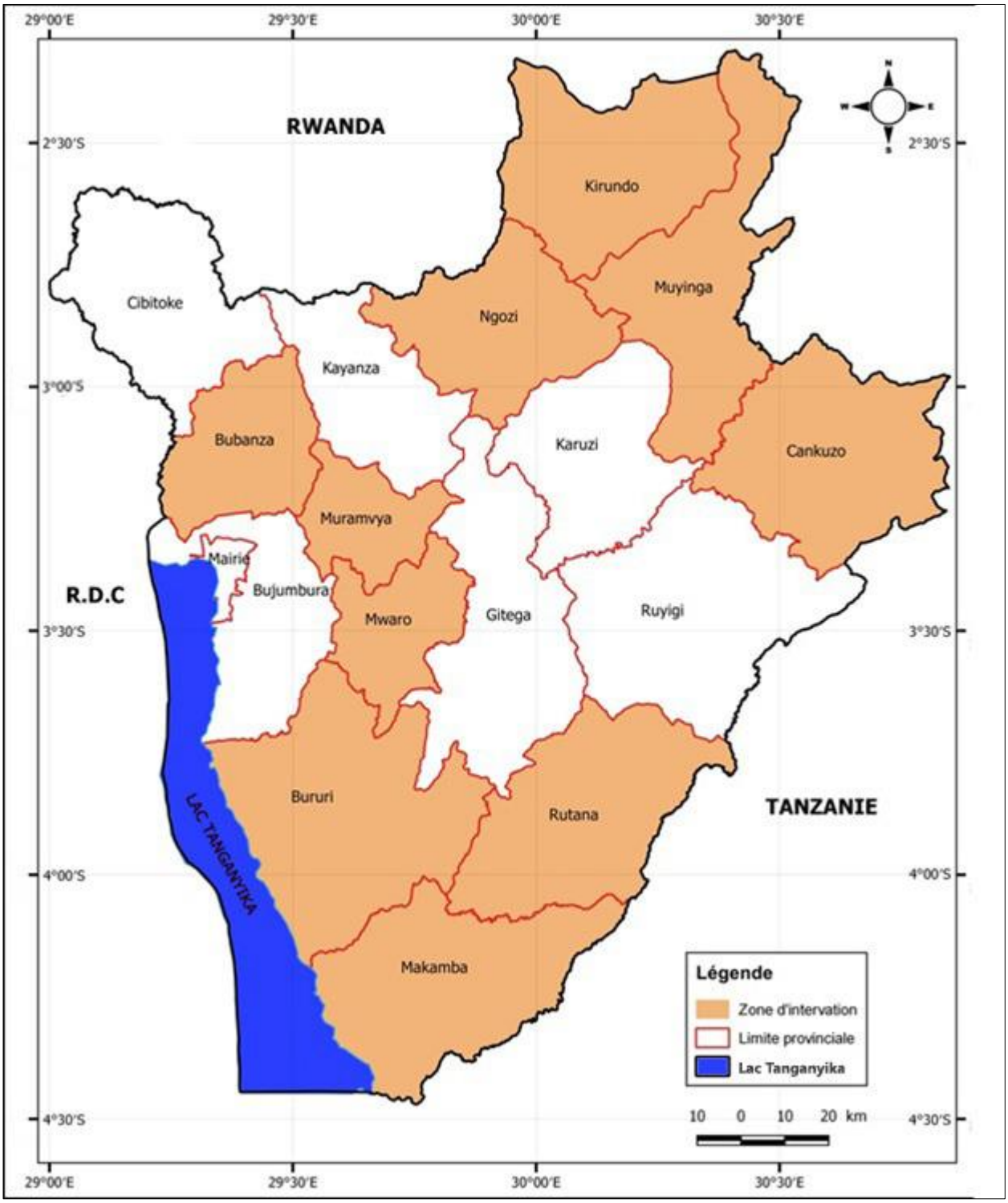
Composante 3 : Coordination et gestion du Projet

Sur le plan institutionnel, le projet était sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRI), avec de fortes relations avec le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (MEEATU), et avec le Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement de Réfugiés et de la Réintégration Sociale (MSNRRRS).

II.3.1.4. Les zones d'intervention du projet

La zone d'intervention prioritaire du projet était constituée de dix provinces : Bubanza, Bururi, Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro, Ngozi et Rutana. Ces provinces étaient regroupées en trois Unités Inter-provinciales de Coordination et de Gestion du Projet (UICGP) qui étaient celle de Makamba avec Bururi et Rutana, celle de Muramvya avec Mwaro et Bubanza et celle de Muyinga avec Cankuzo, Kirundo et Ngozi.

Figure 10: Zone d'action du PRASAB au Burundi



Source: Auteur sur fond de la carte administrative du Burundi

II.3.1.5. Partenaires financiers du projet PRASAB

Le Projet était financé initialement sur deux Dons, le Don IDA n° H117-BU d'un montant de 35 millions de Dollars américains, et le Don GEF n° TF 053661-BU d'un montant de 5 millions de Dollars américains. L'entrée en vigueur des financements sur ces dons est intervenue le 24 septembre 2004. Le financement couvrait 100% des dépenses et ne nécessitait donc pas de budget de contrepartie gouvernementale. Un financement additionnel également sous forme de don de 15 millions de dollars a été accordé, en juillet 2008, au Gouvernement du Burundi par la Banque mondiale pour le Projet (Don IDA n° H 406-BI). L'entrée en vigueur de ce financement est intervenue en octobre 2008.

Synthétiquement, on peut observer en annexe la logique d'intervention de ce projet ainsi que les coûts y relatifs dans ce cadre logique pour l'an 2005 seulement (voir annexe3).

En essayant d'analyser les quatre activités du projet PRASAB en 2005, on constate que la priorité était beaucoup portée sur la rubrique Réinsertion des rapatriés et des déplacés avec une enveloppe globale de 3.360.000.000 Fbu, soit 35,8% du budget total de l'année. Autrement dit, selon nos propres appréciations, on allait hausser cette enveloppe à rubrique d'investissement productif et gestion durables des terres qui a reçu une somme de 2.580.412.800 Fbu, soit 27,5% du budget de cette même année car c'est la rubrique qui s'orientait vers un nombre important de bénéficiaires du projet et qui amène un ajout au sein de la communauté. L'activité de Renforcement des capacités et appui aux institutions elle aussi avait reçu une enveloppe non négligeable d'environ de 2.329.040.000 Fbu, avoisinant un pourcentage de 24,8%. La dernière activité était l'Administration, gestion et coordination du projet avec un paquet de 1.120.504.000Fbu, soit 11,9% du total.

En général, dans la première année (2005) d'exécution du projet PRASAB, la grande partie du budget de cette année était allouée à la préparation du terrain pour les années qui ont suivi (de 2006 à 2011) la mise en œuvre du projet dans le contexte que les rapatriés et les déplacés devraient d'abord s'installer chez-soi, réhabilités et consolés à l'aide des formations et des vivres avant d'être impliqués dans des travaux générateurs des revenus à court terme.

II.3.1.6. Gestion et coordination du projet PRASAB

Plusieurs unités assurent la gestion du projet que ça soit au niveau national, régional, provincial jusqu'au niveau des communes. Le Comité National de Pilotage ainsi que le Comité technique de suivi qui se compose de l'Unité Nationale de Coordination et Gestion du Projet ainsi que des Opérateurs de proximité.

L'Opérateur de proximité (ODP) devait pourvoir à la mise en place d'une antenne communale, dans toutes les communes de la province qu'il encadrait. Ainsi, on distinguait les opérateurs de proximité publics et ceux privés :

Les Opérateurs de proximité publics étaient au nombre de cinq représentés par des Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) qui opéraient dans les provinces de Bubanza, Cankuzo, Makamba, Muramvya et Rutana ;

Les Operateurs de proximité privés encadraient les provinces de Bururi (COPED), Kirundo (INADES-Formation), Muyinga (TWITEZIMBERE), Mwaro (CED-Caritas) et de Ngozi (UCODE)

II.4. Les réalisations du projet en province Bururi

Le projet PRASAB appuyait les investissements agricoles, les appuis en cheptel, la gestion des terres durables et le renforcement des capacités. Il assurait brièvement, le financement des sous-projets, la gestion durable des terres ainsi que les formations et le renforcement des capacités.

II.4.1. Le financement des sous-projets

Le processus de financement des sous-projets comprenait quatre principales étapes : l'approbation au niveau communal ou provincial, la transmission des requêtes de financement de l'ODP provincial, la signature des conventions de cofinancement par la Coordination et le déblocage des fonds au niveau du service de la comptabilité du Projet. Le déblocage des financements se faisait en général en deux ou trois tranches. Le déblocage de la deuxième et de la troisième tranche se fait sur présentation des pièces comptables justificatives de la première et/ou de la deuxième tranche de financement. Dans les sous-projets, on incluait les appuis en élevage et les activités agricoles.

II.4.1.1. Les appuis à élevage

L'élevage soutenu par le projet PRASAB était un élevage de certaines catégories du cheptel à savoir les bovins, les caprins, les ovins, les porcins et les volailles.

Le tableau qui suit montre l'évolution du gros et du petit bétail durant la durée du projet dans les différentes communes de Bururi.

Tableau 10: Présentation de l'évolution du petit et gros bétail par commune

Bétail / **Communes**	**Bovins**		**Caprins**		**Ovins**		**Porcins**	
	Total reçus des 2005	Effectif juin 2011	Total reçus des 2005	Effectif juin 2011	Total reçus des 2005	Effectif juin 2011	Total reçus des 2005	Effectif juin 2011
Burambi	110	158	416	687	0	0	0	0
Bururi	407	616	832	932	161	83	66	65
Buyengero	235	275	360	447	131	170	154	298
Matana	104	104	758	721	97	61	84	96
Mugamba	121	145	212	334	42	69	22	22
Rumonge	22	21	1016	1620	66	192	0	0
Rutovu	176	234	298	420	50	58	82	208
Songa	294	409	720	1367	42	0	42	91
Vyanda	55	79	973	1131	41	50	66	97
TOTAL	**1524**	**2044**	**5585**	**8131**	**588**	**283**	**516**	**877**

Source : Rapports PRASAB 2005-2011.

II.4.1.2. Appui en activités agricoles et non agricoles

Cette partie des activités agricoles concernait principalement des semences de pomme de terre, des boutures de manioc, du palmier à huile, du thé, du café ainsi que les champignons.

Quant à la production non agricole, elle était constituée du matériel depêche et de la poissonnerie, pisciculture, apiculture, transformation et artisanat (presse à huile, moulin, machine à coudre,…).

II.4.1.3. Gestion durable des terres

Des activités d'aménagements hydro-agricoles et de petite irrigation ainsi que l'aménagement intégrale des bassins versants ont été financées et entreprises. Il s'agit notamment des sous-projets de gestion durable des terres, de réhabilitation des marais et petite irrigation et de Programmes d'aménagement intégral des bassins versants.

II.4.1.4. Les formations et renforcement des capacités

La formation et le renforcement des capacités sont des points cruciaux en matière de développement.

- **Les formations en faveur des bénéficiaires finaux du projet**

Les cadres et responsables dans la gestion du projet ont bénéficié des formations ainsi que les bénéficiaires finaux ont été formés dans les domaines suivants :

- ✓ Organisation et en gestion des OPs/OCBs ;
- ✓ Gestion financière des sous-projets et passation de marchés ;
- ✓ Techniques modernes d'élevage ;
- ✓ Apiculture ;
- ✓ Techniques de contrôle qualité pour les caféiculteurs (dégustation et taxation) ;
- ✓ Pisciculture ;
- ✓ Directives phytosanitaires pour une bonne production du thé de qualité.

Nous venons de passer en revue la description, la gestionet la coordination du PRASAB entant que projet de développement communautaire. Les principales activités du projet étaient centrées sur trois volets principaux à savoir l'appui aux investissements de production et de gestion durable des terres et l'appui au renforcement des capacités.

CHAPITRE III : IMPACTS DES ACTIONS DU PROJET PRASAB DANS LA PROVINCE BURURI

Le second chapitre était centré sur la notion du «développement et les réalisations du PRASAB» dans les quatre communes de Bururi à savoir : Mugamba, Vyanda, Bururi et Rumonge.

Dans le chapitre ci-présent, il est question d'analyser l'impact des actions du projet PRASAB au niveau de la communauté, pour les bénéficiaires et enfin des commentaires seront développés sur base de nos enquêtes sur terrain.

Tableau 11: Echantillon d'enquête

Commune / Bénéficiaires de	Mugamba	Vyanda	Bururi	Rumonge	Total
Bovins	6	11	5	0	22
Caprins	4	6	5	3	18
Ovins	3	0	0	0	3
Porcins	0	2	3	0	5
Poules	0	8	0	0	8
Ruches modernes	0	2	3	4	9
Palmier à l'huile	0	0	0	3	3
Boutures de manioc	0	3	2	3	8
Champignons	0	0	5	3	8
Matériels de Transformation et artisanat	0	0	2	1	3
Total	**13**	**32**	**25**	**17**	**97**

III.1. Evaluation de l'impact des actions du projet PRASAB chez les bénéficiaires

Selon NDAYISENGA, A., *"Le critère principal de l'évaluation de l'impact positif d'un projet est de voir si les actions initiées ont été plus ou moins durables»*[12]

Après avoir essayé de présenter les réalisations du PRASAB, nous avons jugé qu'il est intéressant d'évaluer l'impact socio-économiques si considérable soit-il des actions menées par le projet dans notre zone d'étude.

Selon Marc DUFUMIER M., «*l'évaluation des projets peut exiger la réalisation d'enquête spécifique destinée à mieux comprendre les phénomènes particuliers. Les informations rassemblées doivent être traitées de façon à mettre en évidence les principales relations de causalité entre les différents faits observés»*[13]

L'évaluation des impacts socio-économiques d'un projet de développement exige des mesures à la fois quantitatives et qualitatives. Évaluer les perceptions de la communauté sur le développement nécessite l'utilisation de méthodes capables de révéler les valeurs communautaires souvent complexes et imprévisibles.

III.1.1. Impact sur l'élevage

«L'élevage constitue une activité omniprésente dans presque tous les ménages burundais et représente une épargne sur pied qui contribue à l'atténuation de la pauvreté et de la vulnérabilité des ruraux. Pour que l'élevage puisse jouer à nouveau son rôle d'appui à la sécurité alimentaire et aux revenus des populations, les projets accordent la priorité à la reconstitution du cheptel et à l'amélioration génétique des races animales par le biais notamment de la diffusion de géniteurs»[14].

Selon les informations recueillies sur terrain, les ménages possédaient des vaches de race locale avant l'arrivée du projet PRASAB. L'élevage était alors l'une des principales activités exercées par la PRASAB dans la province de Bururi. D'un côté, il s'agit de l'élevage des bovins de race

---

[12] NDAYISENGA A., cité par IRAKOZE J., *Etude d'impact du programme transitoire de reconstruction post-conflit PTRPC sur la redynamisation du milieu rural : cas la province Bujumbura, Bujumbura*, U.B, FLSH, 2012, p. 65

[13] DUFUMIER M., *Les projets de développement agricole, Manuel d'expertise*, Paris, 1996, p. 294 et 295

[14] Recensement General de la population et de l'Habitat du Burundi, 2008

frisonne importés d'Ouganda et de l'autre côté l'élevage des caprins, ovins, porcs, les ruches modernes ainsi que les animaux de la bassecour.

La distribution de ces animaux a été accompagnée par un lot de médicaments indispensables aux animaux.

En ce qui concerne le repeuplement du cheptel, le projet avait distribué 1524 têtes de bovins, 5585 têtes de caprins, 588 têtes des ovins, 516 têtes de porcins ainsi que30 têtes de volailles (de 2005 à 2010). Le reste de la distribution des animaux s'effectue suivant le principe de la «chaîne de solidarité communautaire».

III.1.1.1.Impacts sur l'élevage des bovins

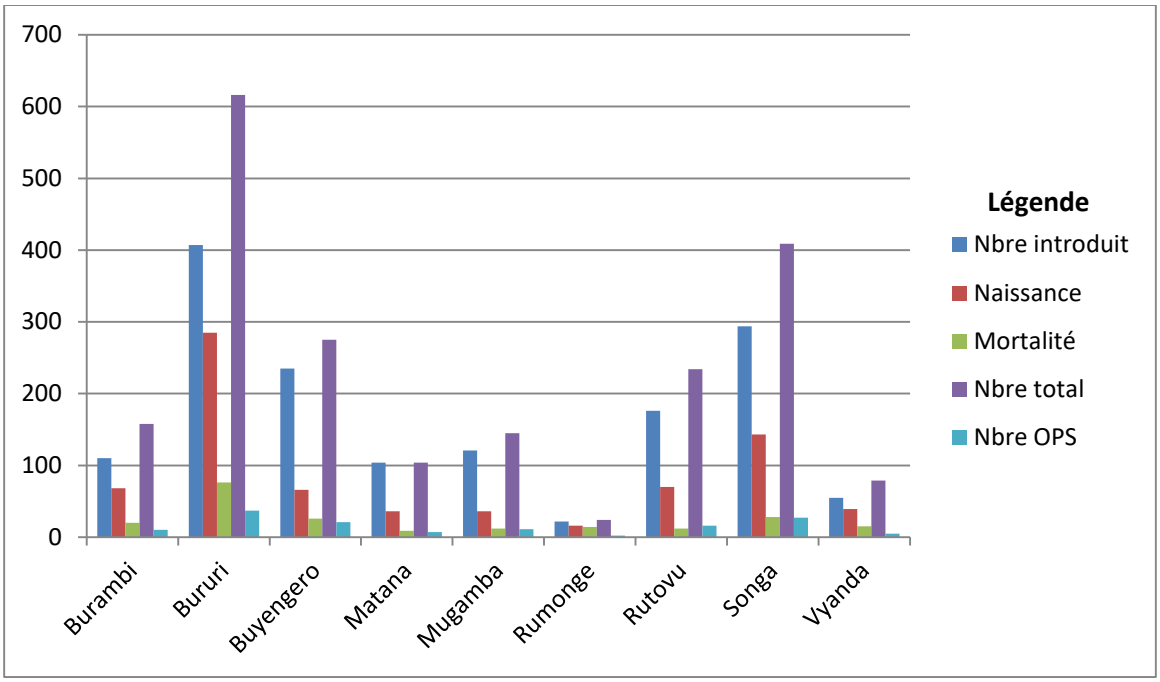
Le projet avait offert à la province un effectif de 1524 bovins de race améliorée comme on peut l'observe dans tableau ci-après.

Tableau 12 : Suivi des Bovins introduits aux OPs (organisation de production) de toute la Province

Commune	Nombre introduit	Naissance	Mortalité	Nombre total de bovins	Nombre Ops
Burambi	110	68	20	158	10
Bururi	407	285	76	616	37
Buyengero	235	66	26	275	21
Matana	104	36	9	104	7
Mugamba	121	36	12	145	11
Rumonge	22	16	14	24	2
Rutovu	176	70	12	234	16
Songa	294	143	28	409	27
Vyanda	55	39	15	79	5
TOTAL	**1524**	**759**	**212**	**2044**	**136**

Source : Suivi-technique dans la province Bururi, ODP Bururi

Figure 11: Suivi des Bovins



Source : Réalisé à partir des données du tableau 11

La commune Bururi vient à la tête avec un effectif de 407 bovins, ensuite la commune Songa avec 294 bovins et la commune Buyengero avec 235 bovins. La commune Vyanda vient en dernier lieu avec un effectif de 55 bovins.

Cette différenciation était due du fait que la commune de Bururi était l'une des communes la plus vaste et plus peuplée d'où alors le nombre important des OPs. A part les appuis du PRASAB, la commune connaît depuis longtemps un nombre important de gros bétail. On y pratiquait un élevage de prestige. Quant à la commune Vyanda, c'est la seule, dans la province Bururi où on rencontre moins d'associations des éleveurs de gros bétail mais elle s'intéresse à l'élevage du petit bétail surtout les caprins.

Quant aux décès/vols, la commune qui bat le record est celle de Rumonge, suivi de la commune Vyanda. La commune qui s'est bien comportée est celle de Matana.

Les raisons du taux élevé de décès dans certaines communes ne sont autres que :

- Les soins qui étaient inefficaces,
- Le non suivi régulier du côté des responsables,
- Le non-respect des méthodes que les responsables avaient donné aux bénéficiaires,

- Le manque d'encadrement envers les bénéficiaires qui n'avaient pas compris le bien-fondé de ce projet.
- L'ignorance a joué un certain rôle, car certains bénéficiaires pensent qu'il s'agit d'un don gratuit du projet et qu'on va leur attribuer des autres animaux après.

En effet, bien que les animaux reçus, doivent être nourris en stabulation permanente, certains bénéficiaires n'ont pas hésité à les laisser se débrouiller dans les pauvres pâturages

Malgré tout cela, nous avons constaté que dans l'ensemble les éleveurs sont plus ou moins satisfaits qu'une influence capitale dans le changement de mentalité des actions du PRASAB dans notre zone d'étude.

Avec ce projet, les éleveurs ont pu augmenter la production du lait (1-2 litres a 5-6 litres et plus par jour) et le revenu tiré (800Fbu/litre) leur a permis de subvenir aux multiples besoins et parfois de réaliser des projets de grande envergure qu'ils ne pourraient pas réaliser sans le concours du projet.

Dans le but d'améliorer les performances et de pérenniser les acquis des activités des sous-projets, une attention particulière doit être accordée aux aspects suivants :

- Le respect des normes de l'alimentation du bétail en général et des vaches lactantes en particulier ;

- Le respect des spécifications techniques conformément au contenu du bon de commande lors de la réception des animaux ;

- La poursuite du programme de renforcement des OP sur les techniques modernes d'élevage ;

- L'amélioration du niveau d'encadrement par les ODP en augmentant le nombre de visites des OP en vue d'une meilleure application des techniques modernes d'élevage ainsi que la qualité des prestations des techniciens vétérinaires afin de réduire sensiblement le taux de mortalité et le nombre de vente illicite des animaux.

Certains témoignages recueillis auprès des bénéficiaires viennent renforcer l'idée selon laquelle le projet a des impacts positifs.

Une bénéficiaire de la colline Mushishi en commune Vyanda de l'Association «Muganuro», a reçu une génisse en 2010 et elle nous a révélé qu'elle a déjà restitué le veau du premier vêlage à Madame NIBAMPA Clémence dans le cadre de la chaîne solidarité communautaire. Elle a la vache du quatrième vêlage car il y a eu mortalité de son cheptel (La vache et ses deux veaux) causée par les feuilles de manioc. La vache qui reste, donne en moyenne 7 à 8 litres par jouret la bénéficiaire en vend 3litres alors que les 4litres qui restent sont autoconsommés dans la famille mais le lait manque la clientèle. Elle a précisé que les gens de sa localité préfèrent 1 bouteille de bière de banane au lieu d'un demi-litre de lait. Avec le revenu issu de la vente de ce lait, cette femme a pu subvenir à certains besoins de la famille.

Photo 1: Une génisse à l'étable appartenant à un bénéficiaire de la colline Mushishi

*

Source : Photo prise en Avril 2018

Un autre bénéficiaire de la colline Nyakimonyi sud en commune Mugamba a aussi obtenu d'une génisse en 2008. Cette dernière a déjà mis bât 4fois et lui procure 8 à 10 litres par jour. Dans le cadre de la chaîne de solidarité, il a déjà restitué le veau de la deuxième mise-bas, la première mise-bas a donné un veau mâle qui est resté le bien commun avec son successeur dans la chaîne de solidarité. Le taureau a été vendu à 700000fbuet cet argent a servi à entretenir son champ de théier et investir dans le commerce pour l'ouverture d'une boutique sur la colline Muhabo.

Photo 2 : Une vache de race frisonne du bénéficiaire NTIRWIYUBAKA Nicodème à l'étable



Source : Photo prise en Avril 2018

III.1.1.2. Elevage chèvres

Un effectif relativement important de caprins de race étrangère a également été distribué par le projet tel que l'on peut le voir à travers la photo 3 et le tableau ci-après.

Tableau 13 : Effectif des caprins du PRASAB dans la province Bururi

Commune	Nombre de caprins introduit			Total introduit	Nbre de Naissance	Nbre de décès	Vendus	Total caprin	Nombre OPs total
	Boucs locaux	Boucs alpines	chèvres						
Burambi	20	18	378	416	457	186	0	687	7
Bururi	65	7	760	832	1066	565	401	932	12
Buyengero	25	0	335	360	222	135	0	447	7

Matana	29	18	711	758	327	364	0	721	11
Mugamba	16	0	196	212	162	40	0	334	5
Rumonge	49	38	929	1016	1713	1109	0	1620	16
Rutovu	12	8	278	298	269	147	0	420	5
Songa	52	0	668	720	861	213	1	1367	8
Vyanda	58	0	915	973	703	475	70	1131	19
TOTAL	**326**	**89**	**5170**	**5585**	**5780**	**3234**	**472**	**8131**	**90**

Source : OPD Bururi, 2011

L'effectif des caprins va de pair avec celui de chacune d'OPs. Cela montre que les communes Rumonge et Vyanda viennent en tête contrairement aux communes Mugamba et Rutovu. Les OPs des communes Rumonge et Vyanda insistaient sur le petit bétail pendant les activités du projet.

La population de ces communes trouvent que la prolifération le petit bétail surtout les chèvres vient en premier lieu dans l'intervention des besoins familiaux (il est facile de vendre une chèvre au lieu qu'une vache en cas de besoin d'urgent, d'après une enquêté).

Selon nos enquêtes, un grand nombre de chèvres ont été vendues mais les bénéficiaires ont dit qu'elles sont mortes ce qui fait trainer la chaine de solidarité communautaire.

Comme pour les bénéficiaires des vaches, les bénéficiaires des caprins avaient également enregistré un grand profit et réaliser des activités importantes comme l'extension des activités agricoles, les frais de scolarité pour leurs enfants qui subissaient auparavant des renvois répétitifs suite au manque de moyens comme les bénéficiaires l'ont affirmé sans oublier la couverture des besoins familiaux.

Pour stabiliser et améliorer les résultats positifs déjà atteints par les sous-projets caprins, il est recommandé ce qui suit :

- De procéder systématiquement aux réceptions officielles des animaux avant leur distribution aux OPs dans le but de respecter les spécifications techniques repris sur les bons de commande ;

- De respecter le cycle de vente et de réforme des animaux pour ne pas garder un nombre trop important de caprins au sein d'un ménage ;
- De procéder à la rotation des boucs d'une OP à une autre pour éviter le risque de consanguinité des animaux qui ont les mêmes parents ;
- De sensibiliser les bénéficiaires pour faire soigner les caprins et pratiquer les campagnes de déparasitage.

Le témoignage suivant (en encadré) vient illustrer les effets positifs caprins distribués.

La nommée Butoyi Adélaïde de l'association UBUMWE, colline Mushishi, zone Gitsiro en commune Vyanda a été bénéficiaire d'un caprin en 2008, celui-ci a donné deux petits sur trois vêlages successifs. La dame avait un troupeau de sept chèvres, un a été restitué dans le cadre de chaîne la solidarité communautaire. Quatre ont été vendus pour 35.000Fbu l'une et les trois autres pour 33.000Fbu chacune donc au total 144.000Fbu issu de la vente. La dame en question a ouvert une boutique avec un capital de 90.000Fbu, elle a acheté aussi une téléphone portable pour 30.000fbu et le reste pour les besoins familiaux. Madame Adélaïde du niveau 6eme année primaire qui était parmi les conseillers communaux remercie vivement le PRASAB qui lui a donné le caprin car maintenant elle est capable de subvenir à ses besoins familiaux.

Photo 3: Caprins du bénéficiaire de la colline Mushishi constitué de deux chèvres et un bouc



Source : Photo prise par l'auteur avril 2018

III.1.1.3. Les Ovins

Toutes les dix OPs des communes de Bururi ont reçu des moutons sauf les communes Burambi, Songa, où il n'y avait aucune OP sollicitant l'élevage des moutons.

Tableau 14 : Effectif des Ovins distribués par le projet PRASAB dans la province Bururi

Commune			Nombre introduit	Naissance	Mortalité	Vendus	Nombre total	Nombre OPS
	Béliers	Moutons						
Burambi			0	0	0		0	0
Bururi	13	148	161	193	185	86	83	3
Buyengero	11	120	131	45	6		170	2
Matana	4	93	97	172	115		61	1
Mugamba	3	39	42	55	28	0	69	1
Rumonge	6	60	66	192	66	0	192	1
Rutovu	5	45	50	42	34	0	58	1
Songa	0	0	0	0	0		0	0
Vyanda	2	39	41	32	14	9	50	1
TOTAL			**588**	**731**	**448**		**283**	**10**

Comme pour les bénéficiaires des chèvres, les bénéficiaires des moutons avaient aussi enregistré un très grand profit comme l'affirme le bénéficiaire de la colline Gisanza.

Madame Josiane Ndorimana est une femme enquêtée rencontrée sur la colline Gisanze en commune Bururi et a bénéficié de deux moutons en 2010. Elle venait du marché pour vendre ses deux béliers parmi les cinq de son cheptel. Elle a reçu une somme de 75000Fbu. Avec cet argent, elle a acheté un pagne pour 18000Fbu, 20 Kg de graines de haricot pour 1900Fbu le kg, et le reste pour la couverture des autres besoins familiaux. Elle a dit qu'elle a préféré les moutons lors des activités du projet car ces derniers sont« des bons amis des vaches», c'est-à-dire que les moutons aiment suivre les vaches dans le pâturage.

III.1.1.4. Les Porcs

Concernant les porcs, toutes les communes ont bénéficiés des porcs à l'exception des communes Rumonge et Burambi.

Tableau 15 : Effectif des porcs distribués par le PRASAB

Commune	Verrat	Truies	Nombre introduit	Naissance	Mortalité	Vente ou reformé	Nombre total	Nombre OPs
Burambi			0	0	0	0	0	0
Bururi	6	60	66	395	72	326	65	3
Buyengero	14	140	154	445	99	202	298	7
Matana	4	80	84	363	87	180	96	6
Mugamba	2	20	22	200	30	170	22	2
Rumonge	0	0	0	0	0	0	0	0
Rutovu	7	75	82	171	27	18	208	5
Songa	2	40	42	188	0	139	91	2
Vyanda	6	60	66	98	42	25	97	4
TOTAL			**516**	**1860**	**357**	**1060**	**877**	**29**

Source : COOPED

Les bénéficiaires interrogés affirment qu'ils sont satisfaits des animaux reçus dans la mesure où quelques actions importantes ont été réalisées avec l'argent issu de la vente des porcs, constructions ou réhabilitation des habitations, extension des exploitations agricoles, etc.

D'après nos enquêtes, la peste porcine s'est observé et a emporté un nombre considérable de porcins à la fin de l'année 2010.On recommande donc l'élevage en porcheries individuelles. Il faut également prendre des mesures précoces et efficaces pour minimiser le risque d'abattre tout le cheptel (à des prix bas) chaque fois que la peste porcine africaine est signalée.

NIYONGABIRE Evode est aussi bénéficiaire de porcin en 2010.A la première portée, il a eu 12 porcins dont deux ont été restitués dans la chaîne de solidarité communautaire, 7 ont été vendus pour un montant de 2.100.000fbu. Il a déjà construit une nouvelle maison élargie à base des revenus tirés des porcelets. Sur la portée en moment de 11 porcelets, il compte acheter une moto appelé communément *«JEHO KUKI?»* mais il a toujours peur de la peste porcine.

Photo 4 : Un bénéficiaire avec une truie qui allaite ses petits



Source : Photo prise en Avril 2018

III.1.1.5. L'apiculture

Le PRASAB a octroyé dans toutes les communes de la province Bururi un nombre important de ruches modernes.

Tableau 16 : Effectif de ruches modernes construites avec l'appui du PRASAB

Commune	Nombre de ruches reçues	Nombre d'associations
Burambi	200	2
Bururi	250	3
Buyengero	350	3
Matana	200	2
Mugamba	292	4
Rumonge	300	3
Rutovu	250	4
Songa	600	6
Vyanda	630	6
TOTAL	**3072**	**33**

Source : ODP Bururi, 2011

Sur la photo 4 ci-après, on observe l'installation de beaucoup de ruches tout près des plantations des caféiers, pour une raison particulière qui n'est autre qu'au moment où la période de fleuraison du café, les abeilles trouvent les fleurs non loin de leurs ruches.

Photo 5: Installation des ruches modernes sur la colline Kirungu



Source : Auteur, photo prise le 23/4/2018

III.1.1.6 L'aviculture

Sur9communes, 2communes respectivement Rutovu et Vyanda (avec leurs 3OPs) le PRASAB a pu introduire 440 poussins en commune Rutovu et 130 poussins pour la commune Vyanda mais ont été toutes vendues en moins d'une année.

Tableau 17 : Introduction des Poules

Communes	Nombre de Poussins introduits	Production d'œufs par mois	Mortalité mensuelle	Recette(FBU)	Effectif total	Nombre d'OPs	Observations
Rutovu	440	1628	0	325600	440	2	Toutes sont vendues
Vyanda	130	-	-	-	130	1	Toutes sont vendues
Total	570	1628	0	325600	570	3	Toutes sont vendues

Source : ODP, 2011.

Les résultats escomptés n'ont pas donc été atteints. Les principaux problèmes sont liés à l'interruption de l'approvisionnement extérieur des souches de qualité, au manque de sources d'approvisionnement locales en aliments et produits vétérinaires, à l'insuffisance du suivi sanitaire et à la qualité des sources de production de souche de poussins (mélange de poules pondeuses et de coqs dans les lots fournis aux OPs). Certaines OPs financées ont préféré réorienter l'activité et ont opté majoritairement pour l'élevage de chèvres associé à l'agriculture. Une mauvaise alimentation associée à un suivi sanitaire insuffisant s'est traduit par un taux de mortalité très élevé. En outre, le manque de souche des poules pondeuses de qualité affecte négativement le taux de ponte et compromet la rentabilité de cette activité.

III.1.1.7. La myciculture (culture des champignons)

Au 31 mars 2011, 4 sous-projets ont été financés dans la province Bururi et ont permis de produire 1976 Kg. Les activités ont été périodiquement interrompues suite à la rupture des approvisionnements en semences par des centres spécialisés

Tableau 18: Nombre d'association mycicole par commune

Commune	**Nombre d'association mycicole**
Bururi	1
Buyengero	1
Matana	1
Rumonge	1
TOTAL	**4**

Source : COPED, 2011

Le rendement reste faible par rapport aux prévisions pour des raisons liées au substrat utilisé pour la production des champignons, l'insuffisance d'organisation et le faible niveau des capacités techniques des OPs.

III.1.2. Transformation et artisanat

Un sous-projet était financé le long du Lac Tanganyika. Les financements ont permis d'acheter des équipements pour la pêche et la conservation des produits de pêche (pirogues motorisées et accessoires, congélateurs et aménagement d'une aire de séchage). Les équipements obtenus permettent à l'association de transformer et/ou de conserver le poisson afin de choisir le meilleur moment de vente sur le marché selon un enquêté bénéficiaire.

Tableau 19 : Domaine de transformation et de l'artisanat

Commune	Presse à huile	Moulin	Poissonnerie	Boucherie moderne	Couture	Menuiserie	Nbre d'associations
Burambi	0	2	0	0	1	0	3
Bururi	0	6	0	0	1	0	7
Buyengero	0	2	0	0	3	1	6
Matana	0	1	0	0	1	0	2
Mugamba	0	4	0	0	0	0	4
Rumonge	1	3	1	0	5	0	10
Rutovu	0	2	0	0	1	0	3
Songa	0	5	0	0	1	2	8
Vyanda	0	4	0	0	1	0	5
TOTAL	1	29	1	0	14	3	48

Source: ODP, 2011

Les sous-projets « moulin » n'ont pas eu de bons résultats par manque de matières premières suffisantes pour exploiter de façon optimale la capacité des moulins. En effet, la plupart de moulins étant de grande puissance et l'utilisation du carburant dont le prix ne cesse d'augmenter, affectent la rentabilité de cette activité. En outre, les membres des OPs ne sont pas assez outillés pour assurer l'entretien et la maintenance des équipements et constituer des stocks de pièces de rechange. En cas de panne, l'activité est souvent interrompue sur plusieurs mois selon l'enquêté d'une association abandonnée.

Quant à l'artisanat, il regroupait principalement les sous-projets de menuiserie, de couture dont3 pour la menuiserie et14 pour la couture. Pour ces sous-projets, on constate que les résultats varient d'une OP à une autre et qu'ils sont d'autant meilleurs que les membres sont des artisans de métier. Pour que ces sous-projets soient pérennes, il était nécessaire que les ODP aident les OP à écouler leurs produits sur les marchés.

III.1.3. Les appuis à l'agriculture

L'analyse de l'impact du PRASAB sur l'économie en général et sur la production agricole en particulier devrait normalement se faire en se basant sur les quantités produites d'une année à l'autre car, *«l'évaluation des projets agricoles consiste pour l'essentiel à comparer l'évolution de la situation agraire en cours des projets avec celle qu'il serait possible d'observer sans leur réalisation»*[15].

Pour pouvoir dégager l'impact réel, il fallait comparer l'importance de la production agricole avant et après l'intervention du projet. Mais le dégagement de cet impact avec exactitude a été rendu difficile pour la simple raison que les données statistiques nécessaires sur les productions nous ont été difficiles à trouver. Dans les habitudes, les ménages n'enregistrent pas leur production de façon régulière et précise, ils ne se souviennent qu'à peine de la quantité de la production de la dernière saison.

III.1.3.1. PRASAB avec OP NTIKUMIRAKO

Le PRASAB a introduit une nouvelle variété de palmier à huile à l'OP NTIKUMIRAKO ce qui a permis l'augmentation de la production chez les bénéficiaires.

Le tableau suivant nous indique la comparaison entre la variété améliorée et la variété ancienne.

Tableau 20 : Comparaison de la variété améliorée et la variété locale du palmier à huile.

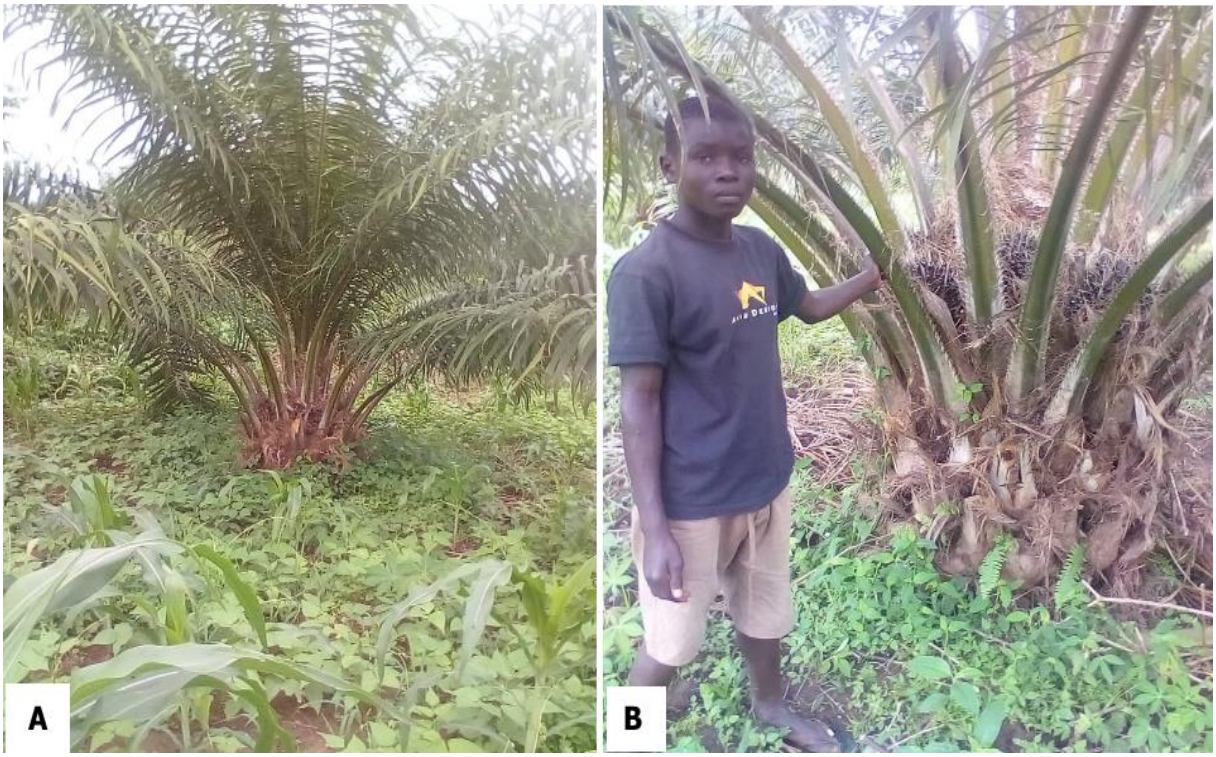
Désignation	**Variété améliorée (Tenera)**	**Variété ancienne (Dura)**
Période de production	Commence à partir de 3ans	Commence à partir de 6ans
Qualité d'Huile	-très préféré par les clients suite à son gout délicieux	-mauvaise et moins préféré par les clients
Production	-forte	- médiocre
Noix	-moins pesant -petite quantité	-trop pesant -beaucoup de noix
Longévité	Peut produire jusqu'à 25 ans	Peut produire jusqu'à 40ans

Source: Réalisation de l'auteur.

[15]DUFUMIER, M.,*op.cit,* p. 288

La nouvelle variété du palmier à huile introduite par le projet PRASAB a de multiples avantages par rapport à l'ancienne variété. Sa période de production commence à sa troisième année (Voir photo 6) avec une forte productivité par rapport à l'ancienne variété connue pour sa longue période de productivité.

Photo 6: Croissance du palmier à huile de la nouvelle variété Tenera



Source : Prise par l'auteur Mars 2018

La photo A montre le palmier à huile qui commence son inflorescence à sa troisième année et B montre celui qui a 4 ans avec sa deuxième année de production

III.1.3.2. La production du manioc.

Selon nos enquêtés, la production du manioc a augmenté suite à l'introduction de la nouvelle variété du manioc par le PRASAB car celle-ci résiste à la mosaïque. Mais la chaîne de solidarité est quelques-fois interrompue par les mauvais résultats suite aux aléas climatiques et par conséquent tout ceci entrave le fonctionnement de la chaîne.

Photo 7: Plantations du manioc sur la colline Gitwe



Source : Prise par l'auteur, Avril 2018

III.1.4. Sous-Projets d'agriculture associés à l'élevage

Comme culture vivrière associée à l'élevage, nous pouvons citer principalement les semences de pomme de terre. Les bénéficiaires de ces semences reçoivent en même temps d'autres intrants agricoles comme le fumier organique, l'engrais chimique, les produits phytosanitaires ainsi que la formation sur les techniques de mise en œuvre. Pourtant, les quantités reçues n'étaient pas bien spécifiées lors de notre recueil de données dans les services de l'ODP Bururi.

Les OP bénéficiaires des semences de pomme de terre sont toutes les communes de Bururi sauf Rumonge où le climat n'est pas favorable à cette culture. On peut aussi signaler des OP qui ont bénéficiés des boutures de manioc résistantes à la mosaïque dans les communes de Burambi, Bururi, Buyengero, Vyanda et Rumonge.

III.1.5. Appui aux investissements de production

Concernant les OPS, la première étape a été la structuration des OPs, élaboration des sous projets. Cela revenait aux rôles des opérateurs de proximité(ODP) d'identifier les AGR (Activités génératrices de revenus), leur rentabilité, préparation et réception des intrants.

Ils ont aussi le rôle de suivre le budget donné aux OPs(le président de l'OP ne peut pas retirer de l'argent sur le compte de l'OP sans la présence de l'ODP et quelques membres du comité de gestion).Soulignons que le budget dépend de la nature du projet.

Tableau 21 : Inventaire des OPs

Commune	Nombre d'OPS		Nbre d'op total	Nombres d'ops/ocb fonctionnelles financées par le PRASAB							
	Existantes	constituées		Agriculture	Elevage	Associés	Artisanat	Apiculture	Transformation	GDT	Culture de rente
Burambi	196	1	197	6	12	1	1	2	2	5	
Bururi	417	5	422	3	45	12	1	3	6	14	
Buyengero	232	5	237	6	29	9	4	3	2	0	2
Matana	176	0	176	1	11	12	1	4	3	3	
Mugamba	207	3	210	7	17	4	0	4	5	7	
Rumonge	407	2	409	7	20	2	5	3	5	2	
Rutovu	180	22	202	4	26	4	1	4	2	8	
Songa	271	8	279	2	32	7	3	6	5	10	
Vyanda	151	4	155	1	24	8	1	5	4	9	1
TOTAL	**2237**	**50**	**2287**	**37**	**216**	**59**	**17**	**34**	**34**	**58**	

Source : ODP Bururi, 2011.

Selon nos enquête sur terrain, il y avait l'absence des associations avant le projet et aussi la création des projets par imitation d'où l'abandon de quelques associations avant l'achèvement des activités du projet.

Les principales causes de cet abandon, par ordre d'importance, sont :

- Le détournement ou la mauvaise gestion des fonds par le président du comité et/ou le trésorier de l'OP ;
- La mortalité des animaux d'élevage à cause des maladies (thiériose, peste porcine, dermatophilose, etc…) et des capacités techniques insuffisantes des éleveurs ;
- La vente des animaux par les membres de l'OP ;
- Une mauvaise organisation de l'OP ;

- La mauvaise qualité des intrants (semences, poussins, ….) et du matériel/équipement en particulier les ruches liée au nom respect des spécifications techniques ;
- Un encadrement et un appui-conseil des ODP insuffisant.

Parmi les facteurs liés à l'OP, il est indéniable que la mauvaise identification de l'OP (OP fictive, non organisée, très jeune, constituée à majorité de fonctionnaires, hétérogénéité des membres, même compréhension associative, etc….) constitue un facteur important d'échec. Le processus de sélection et d'approbation des sous-projets devrait tenir compte de ce paramètre.

III.2. Autres effets socio-économiques du PRASAB dans la zone d'étude

Comme il est souvent impossible d'évaluer toutes les contributions allant dans la satisfaction de l'intérêt de la population, associées à un projet de développement comme PRASAB, les autorités locales ou gestionnaires ainsi que les bénéficiaires sont encouragées à préciser la portée de l'évaluation fondée sur les priorités les plus importantes dans le côté social et économique de la communauté.

La conception de l'étude d'impact doit tenir compte des caractéristiques spécifiques du projet proposé (dans notre cas c'est le projet PRASAB). Les impacts sur le développement varient selon le type de projet proposé, la taille, l'emplacement, caractéristiques socio-économiques de la communauté. En tant que tel, il est important de se familiariser avec les caractéristiques du projet PRASAB et les ressources sociales et économiques de la communauté. Le mieux, nous comprenons le projet proposé, plus précise sera l'évaluation pour estimer les impacts potentiels.

Ainsi, dans le tableau, qui suit, nous essayons de faire une comparaison synthétique des effets du projet dans notre étude.

Plusieurs indicateurs peuvent être choisis pour décortiquer les impacts socioéconomiques mais nous avons choisi les indicateurs techno-organisationnels, socio-culturels, économiques et financiers pour notre cas d'étude qui nous semble utile pour notre travail de recherche.

Tableau 22 : Comparaison des effets avant, pendant et après le projet PRASAB

Impact	Effets avant PRASAB	Effets pendant-Après PRASAB
Technique et organisationnel	-Les OP et OCB n'étaient pas reconnues administrativement et juridiquement ; -Les OP étaient moins organisées ; -Manque d'information et de formation sur la préparation des sous-projets à soumettre.	- Reconnaissance administrative et juridique des OP et OCB ; - Bonne organisation des OP et OCB ; - Informations et Formations sur les systèmes de fonctionnement des OP et le mode de mise en œuvre des sous-projets financés.
Social et culturel	-Les OP féminines moins nombreuses ; -La non-clairvoyance des femmes membres des OP ; -Réticence des membres des OP dans la prise des décisions sur leur destinée ; -Mentalité des hommes qui empêchaient leurs femmes de participer dans des associations ;	-Les associations des femmes rurales deviennent plus nombreuses ; -Les femmes membres des OP sont clairvoyantes ; - Plus de liberté des membres des OP dans la prise de décision de leur destinée ; -Les hommes forcent pour le moment leurs femmes à participer massivement dans des associations ;
Economique	-Dépenses personnelles des membres des OP en intrants agricoles (fumier organiques, semences, outillage, engrais chimique) ; - Moins de production laitière par jour pour les éleveurs membres des OP ; -Production agricole non convertissable dans sa valeur monétaire ;	-Intrants agricoles disponibles aux membres des OP, ce qui diminue leurs dépenses personnelles ; - La production laitière journalière a passée de 1-2litres de lait à 5-6 litres, voire même plus dans certaines communes ; - La production agricole est pesée avant d'être stockée ou vendue pour la donner

	- Moins de production, moins de vente sur le marché ;	sa juste valeur par rapport aux prix du marché ; -Augmentation de la production : l'offre augmente sur le marché d'écoulement lors de la période de récolte ;
Financier	-Les OP avaient peu et même pas de comptes dans des micro-finances ou dans des banques ; - Les activités des OP n'étaient pas financées par des microcrédits bancaires ; -Les opérations bancaires étaient étrangères pour les responsables des OP et des OCB ; -Moins d'esprit d'épargne rural ; etc.	-Obligation d'ouvrir et de posséder un compte dans une banque ou dans une micro-finance de choix, - Demande des petits crédits dans des micro-finances les plus proches pour financer les activités des OP ; -Les présidents des OP sont outillés dans des opérations de transaction financière (Versement-retrait) ; -Une culture d'épargne rural pour les organisations de base n'est plus un rêve ; etc.

Source : COOPED, 2011

En analysant le contenu du tableau précèdent, nous constatons que des effets sont considérables,. Il est question pour le moment de voir comment exploiter au maximum les résultats/produits issus des activités du PRASAB en vue d'augmenter les effets qui en découlent pour le compte de la communauté.

Dans ce dernier chapitre de ce travail, nous avons pu parcourir les points essentiels à savoir les points de recherche portant sur l'analyse de l'impact des appuis du projet PRASAB aux bénéficiaires en matière d'élevage et agriculture.

Enfin, il est question de faire le point sur les résultats issus de notre descente sur terrain, les entretiens effectués avec les intervenants directs et indirects qui nous ont conduits à pouvoir

extraire (à base de notre enquête) quelques données pouvant nous conduire à démontrer un impact positif du projet PRASAB comme le suggèrent les représentants des bénéficiaires de tous les niveaux.

Nous avons aussi constaté qu'il y a:

La persistance des écarts entre les résultats des différents sous-projets de la même catégorie en termes de productivité des sous-projets. A titre d'exemple, la production laitière journalière par vache varie parfois du simple au triple (3 à 10 litres).

CONCLUSION GENERALE

Le présent travail nous a permis d'évaluer l'importance de l'intervention du projet PRASAB dans la province Bururi.

La guerre qu'a connue notre pays a entrainé beaucoup de dégâts et c'est la misère. Comme le précise GEORGE P., *« pour les 2/3 de l'humanité, la récolte ou le croît du troupeau sont source directe de vie. Si la récolte avorte, si le bétail meurt c'est la famine, l'exode sans espoir.»*[16]

De ce qui précède, le besoin d'intervention des projets de développement dans la redynamisation social-économique du milieu rural s'est alors vite ressenti. Les aides passants par les structures gouvernementales avaient raté leurs objectifs et ce sont les ONGs et les projets de développement qui s'en occupent pour parvenir leurs aides à la population de la province Bururi.

En effet, l'octroi était composé de nouvelles variétés des semences, de repeuplement en cheptel ainsi que des matériels de transformation et de l'artisanat

Lors de l'analyse de notre enquête sur terrain, nous avons constaté qu'il y a eu un changement de conditions de vie de la population à travers les actions réalisées par le PRASAB.

Mais, l'appropriation des acquis du projet et la gestion post-projet par les bénéficiaires laisse à désirer : l'heure d'éradiquer l'état précaire dans lequel la population était noyée est loin d'être une réalité entière.

Quelques points faibles du projet sont déjà enregistrés depuis la mise en œuvre de ses actions.

- Le PRASAB assiste la population en état de pauvreté mais les nécessités sont encore nombreuses,
- Le programme est accusé des manquements dans le suivi du fonctionnement de la chaine de solidarité communautaire dans le cadre du remboursement des semences et leurs distributions aux bénéficiaires successifs. Cela a favorise la mauvaise foi de certains bénéficiaires qui s'adonnent à la vente illicite et précise des animaux (surtout les caprins) au lieu de les restituer à la nouvelle génération des bénéficiaires,
- La distribution tardive des semences par rapport au calendrier agricole se répercute le plus souvent sur la production agricole des bénéficiaires,

[16] GEORGE P., *op. cit*, p.128

- Introduction des animaux de race améliorée chez les bénéficiaires alors que ces derniers ne disposent pas de sources suffisantes d'aliments et certains d'entre eux ne sont pas expérimentés pour donner une alimentation équilibrée et offrir les conditions d'élevage permettant la productivité des animaux,
- Le PRASAB est accusé de ne pas mettre en place des pharmacies vétérinaires pour faciliter le système d'approvisionnement des médicaments,
- La dispersion des animaux sur des longues distance rend difficile les conditions de reproduction des animaux suite au manque de taureaux géniteurs,

Malgré ces faiblesses nous pouvons affirmer que les effets produits par le projet PRASAB au sein des ménages appuyés de la province Bururi sont considérables.

En effet, les revenus issus de la production des actions du PRASAB ont permis aux bénéficiaires d'initier des petits projets de nature à assurer la pérennité du programme et de subvenir a leur multiples besoins.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. Ouvrages généraux

1. ALBERTINI J-M., *Les mécanismes du sous-développement*. Editions ouvrières, Paris 1966, 198 P

2. BRIDIER M. et MICHALLOF S., *Guide pratique d'analyse de projets : Evaluation et choix des projets d'investissements*, ECONOMICA, 5ème édition, 1995, 241 P

3. COMLAN A et QUENOM A., *«Santé »comme un volet du développement sanitaire en Afrique*, OMS, Ouidah, Bénin, 2013, 20 P

4. DARDEL E., *L'homme et la terre. Nature de la réalité géographique,* P.U.F, 1952, p 31.

5. DUFUMIER M., *Les projets de développement agricole, Manuel d'expertise*, Paris, 1996, 295P

6. GEORGE P., *Dictionnaire de Géographie*, 6ème édition, Paris, PUF, 1963, P.428

7. FRIADO C., *Développement et sous-développement* P.U.F, Paris, 1966, 79 P

8. Freyssinet C., *Le concept de sous –développement*, mouton et Cie, Paris, 1966, 149 P

9. KAMARCK A. M. : *Les tropiques et le développement économique, un regard de complaisance sur la pauvreté des Nations,* publication de la Banque Mondiale. Edition ECONOMICA, Mars 1978.

10. Tony N., *Elaborer un projet ; Guide stratégique*, Lyon, Chronique Sociale, 2e édition 2005, 14 P

11. TONY N. et Patrick P., *Elaborer un projet Guide stratégique*, Lyon, Chronique Social, 2005 ,2e édition, 156 P

II. Les Thèses et mémoires

1. BIZIMANA, E., *L'impact du projet kirundo sur la vie socio-économique de la population de la province de Kirundo (1986-1995),* Bujumbura, U.B., FLSH, 1998, 73P.

2. BUKURU, M.R., *Contribution à l'étude économique d'un intrant agricole au Burundi,* Bujumbura, UB, 1997,101 P

3. HAVYARIMANA E. et NIZIGAMA J-M., *Etude empirique des déterminants des prix des produits de base en Mairie de Bujumbura (1998-2007),* Bujumbura, Université du Lac Tanganyika, 2010, 97 P.

4. KANONKO, C., *Etude de l'impact socio-économique du projet ASP Cankuzo*, Bujumbura, UB, FSEA, 1996, 117 P.

5. IRAKOZE J., *Etude de l'impact du programme transitoire de reconstruction post-conflit PTRPC sur la redynamisation du milieu rural : cas la province Bujumbura, Bujumbura*, U.B, FLSH, 2012, 105 P.

6. NSABIMANA. S. ,*Climats et sols au Burundi: topo séquence Bugarama-Muzinda*, thèse, Paris, Université de Paris VII, 1974, 212 P.

III. Publications, Revues et Rapports.

1. ANDRE J. ; *Développement local communautaire, économie sociale alternative : quel enseignement pour le tiers monde*, dans[http://agora.qc.ca/RefText.nsf/Documents/Developpement_local--Developpement_local_communautaire_economie_sociale_par_Andre_Joyal] (Page consultée le 29 février 2013)

2. BONNAL, Jean. *Participation et Risques D'exclusion - Réflexions à Partir de Quelques Exemples Sahéliens*, série « participation populaire »..., no 9, Rome, FAO, 1995, (consulté le 15 Avril 2013).

3. C.E.A (Commission Economique pour l'Afrique), Division de la recherche et Planification Economique, *Analyse quantitative des problèmes et des perspectives des pays africains les moins développés dans le cadre de la troisième décennie des Nations –Unies pour le développement* Juillet 1979

4. MININTER, Alphabétisation, instruction et scolarisation

5. Plan d'aménagement et de gestion de la Réserve Naturelle Forestière de Bururi, 2009

6. Le sénat burundais, *La politique de la décentralisation au Burundi*, Bujumbura, Août 2010

7. Mary Edwards, *Guide communautaire de l'étude d'impact de développement par,* (Consulté le 06 Mars 2013*)*

8. MINAGRI, *Stratégie Agricole Nationale 2008-2015*, Bujumbura, juillet 2008, 11P

9. Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG*) dans le « Document de plaidoyer pour le financement du secteur agricole au Burundi »* par NAHIMANA P. Claver, Lois portant fixation du Budget de la République du Burundi ; Bujumbura, 2010.

10. PRASAB, *Rapport Achèvement*, Décembre 2011

11. SINZINKAYO (L), *Conduite/Gestion de projet*, ISGE, Bujumbura, Juillet 2008, 27P

IV. Sites internet

www.wikikivres.info/wiki/rapport-Brundtland, consulté le 15 Avril 2013).

www.fao.org /docrep/003/v5370F/, consulté le 15 Avril 2013).

www.agora.aq.ca /Ref /Document Développement –local, Page consultée le 29 février 2013)

www.universalis.f r/test lexique page consultée le 08/03/2013).

www.vivea.fr /sites internet/pages (consultée le 10 mai 2013).

www.uvew.be/articles/3,10,2,0, page consulte 5 Février 2013

ANNEXES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

I. Identification des enquêtés

Nom et Prénom :

Sexe:

Activité:

Niveau de formation:

Colline d'origine :

Commune :

Province :

II. Questions à répondre:

A. Pour les cadres du projet

1. Vous êtes les cadres du projet PRASAB en province Bururi, pourriez-vous nous dire vos principales préoccupations?

2. Quelles sont les facilités et les problèmes que vous rencontrez?

3. Vous avez des agents qui s'occupent de l'encadrement des bénéficiaires dans les différentes communes, vous satisfont-ils?

4. Votre projet bénéficie des fonds de plusieurs partenaires:

a) sur quelle échéance ces financements sont-ils donnés?

- Long terme

- Moyen terme

- Court terme

b) Etes-vous satisfait de cette participation?

B. Pour les encadreurs

1. Depuis quand exercez-vous votre activité d'encadreur?

2. Quel est l'attitude de la population à votre égard ?

3. Quel genre de problèmes rencontrez-vous au cours de votre activité? Comment parvenez-vous à les surmonter?

C. Pour les enquêtés bénéficiaires

1. Etes –vous membre d'une Association ou Groupement quelconque ? : Oui---- ou Non----

a. Si oui, laquelle ou lequel ?

b. Si non, pourquoi ?

2. Connaissez-vous PRASAB dans votre région ?

3. Depuis quand avez-vous eu connaissance du PRASAB ?

4. Avez-vous été informés de l'arrivée du projet?

5. En quoi en reposent ses activités ?

6. Pouvez-vous-nous décrire la situation d'avant l'avenue du projet ?

Concernant la production agricole : quantité, qualité

Concernant l'élevage : Nombre, quantité, type

Quelle était la situation socio-économique des ménages

6. Parmi les activités introduite par le projet, lesquelles vous semble intéressantes?

7. Quelles sont les raisons de cette préférence?

- Rentabilité
- Manque d'exigences
- Adaptabilité
- Autres

Comment était organisée la distribution des actions reçues ?……

Qui étaient les potentiels bénéficiaires ? ……..

Quels étaient les critères de sélection? …….

Le projet PRASAB a –t-il répondu à vos attentes……..……

Etes-vous satisfait des appuis reçus ? ……

Si oui, comment ? ……..……

Si non, pourquoi ? …….……..

Comment avez-vous utilisé les acquis du projet ? …….

Avez-vous tiré au moins un avantage concurrentiel ? ……..…….

-Si oui, lequel ?…….

-Si non, pourquoi ?.....……

9. En ayant mis en œuvre le projet soumis, y avait-il une production ?

a. Si non, qu'en était-il la cause ?……

b. Si oui comment ? Quelle quantité ? Qualité……

10. En comparant la situation avant la production et aujourd'hui, y avait-il un changement

a. La production agro-pastorale

b. Le mode alimentaire

c. La scolarisation des enfants

11. Qu'est-ce que vous demandez ?

a. Le retour du projet ?

b. Laisser la place à un autre projet ?

-Pourquoi ?

13. Lors de la fin des activités du projet PRASAB, pensez-vous être capable de subvenir à vos besoins quotidiens?

a. si oui pourquoi?

b. si non pourquoi?

14. Y'avait-il un autre organisme pour vous venir en aide ?

Si oui, lequel ?

Quels sont ses domaines d'activités ?

15. Faites la comparaison de ces deux projets

Nous vous remercions de votre attention que vous avez tirée pour notre interview.

ANNEXE 2 : Données de précipitations et de températures pour les stations de Vyanda et Tora

I. Station de Vyanda

I.1. Précipitations mensuelles

Mois /Année	**J**	**F**	**M**	**A**	**M**	**J**	**J**	**A**	**S**	**O**	**N**	**D**	**M. Ann.**
2004	242 ,7	182,1	149	193,6	10,6	0	0	0,3	111	54,8	215 ,1	294,7	**121,18**
2005	274 ,3	69,6	242	172,6	180,3	15,8	0	49	7,1	0,2	142,5	216,9	**114,18**
2006	309,1	206,9	220	119,2	76,5	35,3	1,2	11	12,8	81,9	254,7	196,2	**127,03**
2007	284,8	259,9	279,9	160,2	27,8	68,6	4,5	5,5	29,6	120,3	218,7	150 ,3	**134,18**
2008	211,9	182,3	91,1	227,2	141,6	15,2	O	0	24,6	80,6	299,7	288,1	**130 ,19**
2009	203,1	149,9	207,3	92	82,2	7,8	0	0	42,4	98,1	246,5	249,4	**114,89**
2010	167,3	178,9	195,8	182,1	85	13,5	2,1	0	58,2	103,2	247,8	290,5	**127,04**
2011	198,5	82,6	191,3	230,1	81,7	12,3	0	44	48,1	123,1	127,5	250,9	**115,89**
M. Mens.	**236,4**	**164**	**188,3**	**172,1**	**85,6**	**21**	**0,9**	**13,7**	**41,3**	**82,7**	**219**	**242,1**	**122,25**

I.2. Températures moyennes maximales

Mois /Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	M. Ann.
2004	22,1	21,6	22,5	21,7	21,9	21,6	21,9	23,2	23,3	23,3	21,6	21,7	**22,19**
2005	22,4	23,2	22,9	22,9	22,2	21	21,8	22,8	24	23,7	22,6	22,3	**22,55**
2006	22,4	22	22,7	22,3	22,9	22,8	22,6	22,9	24,5	23,1	21,8	21,7	**22,64**
2007	21,9	22 ,9	22,7	22,8	22,2	22,2	21,5	22,6	23,3	23,1	21,7	21,1	**22,25**
2008	21,5	21,7	21 ,2	21,5	22	20,9	21	21,7	23,7	22,7	21,4	21,8	**21,75**
2009	22	21,7	22,6	21,9	21,9	22,6	22,1	23,6	24,2	24,1	22,1	21,5	**22,53**
2010	22,6	23,1	22,8	23,3	22,9	22,8	22,9	23,7	24	23,8	23	22	**23,09**
2011	22,3	22,8	22,5	22,9	22,6	23,2	23,5	23,8	23,9	23,2	21,7	22,2	**22,88**
M .Mens.	**22,15**	**22,37**	**22,48**	**22,41**	**22,32**	**22,13**	**22,16**	**23,03**	**23,86**	**23,37**	**21,98**	**21,78**	**22,50**

II. Station de Tora

II.1. Précipitations mensuelles

MOIS / ANNEE	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	M. Ann.
2004	175,8	179,3	213,4	239	5,3	1,9	2,5	1	120	62,8	126,8	220,6	**112,39**
2005	230,3	103,4	124,6	161,7	202,8	16,5	0	35	62,5	94,3	143,8	133,8	**109,07**
2006	174 ,8	191,2	156,1	270,8	209,3	0	3,6	8,9	50,2	94,4	306,7	397	**155,25**
2007	176,7	291,9	182,3	210,7	30,5	46,3	37,3	37	48,9	134,3	161,6	130,2	**123,98**
2008	171,2	209,8	288,9	164	81,3	46,5	18,1	33	74,7	212,3	139,8	118,8	**129,87**
2009	236,5	235,4	243,5	166,4	151,5	12,2	0,4	1,7	65,5	120,1	182,9	175,5	**132,63**
2010	172,5	187,9	244,9	240,4	82,6	30,6	0	0	54,5	142,4	105,5	238,8	**125,01**
2011	183,7	162,5	282,9	106,4	94,6	12	22,2	7,3	107	134,4	290,5	293,2	**127,88**
M .Mens.	**190,18**	**195,17**	**217,07**	**194,92**	**107,23**	**20,75**	**10,51**	**15,48**	**72,91**	**124,37**	**182,2**	**213,48**	**128,68**

II.2. Températures moyennes maximales

MOIS / ANNEE	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	M. Ann.
2004	21,7	21	21,3	19,7	20,8	21	21,8	22,5	22,1	22,2	20,9	20,8	**21,30**
2005	21,2	22,8	21,4	21,6	20,4	19,9	20,8	21,9	22,6	22	21,4	21,3	**21,44**
2006	22,9	22,9	22	21,4	21	21,6	22,4	22	22,8	22,4	21,4	21,2	**22**
2007	21,2	21,8	21	20,1	20,1	20,3	20,5	21,9	22,5	22,8	19,9	20	**21,01**
2008	21,1	21,5	21,7	21	20,2	19,6	20,3	20,6	21 ,9	21,9	20,8	21	**20,97**
2009	21,1	21	20,5	20,9	20,6	19,9	19,9	21,4	22,5	21,5	21,1	21,5	**21**
2010	21,5	20,8	21,6	20,8	20,4	21	21,3	22,2	22,7	22	21,1	20,8	**21,33**
2011	22	21,9	21,7	21,8	21,1	20,8	21	22,4	21,6	22,4	21,9	20,8	**21,62**
M .Mens.	**21,58**	**21,71**	**21,4**	**20,91**	**20,57**	**20,57**	**21**	**21,86**	**22,33**	**22,15**	**21,06**	**20,92**	**19,62**

ANNEXE 3 : Tableau d'évolution annuelle de la situation des financements des sous-projrets au 30 septembre 2011 (suite)

2009					2010				2011				Total/Cumul							
Province	**Nombre de sous-projets**			**Subvention PRASAB**	**Nombre de sous-projets**			**Subvention PRASAB**	**Nombre de sous-projets**			**Subvention PRASAB**	**Nombre de sous-projets**			**Subvention PRASAB**	% par province sous-projets financés		Moyenne par commune	
	Présenté	**Approuvé**	**financé**		**Présenté**	**Approuvé**	**financé**		**Présenté**	**Approuvé**	**financé**		**Présenté**	**Approuvé**	**financé**		Nombre	Subvention	Nombre de sous-projets financés	Subvention
Bururi	15	14	61	707.977.931	0	2	67	553.034.629	0	0	18	192.769.514	658	598	505	4.035.326.448	14	13	56	448.369.605
Makamba	0	0	64	676.785.521	0	0	57	378.469.144	0	0	11	66.726.052	631	535	378	2.591.600.453	10	9	63	431.933.409
Rutana	0	0	78	844.205.900	0	0	40	420.684.982	0	0	3	51.324.627	645	543	360	2.450.924.295	10	8	60	408.487.383
S/TUIPCG MAKAMBA	**15**	**14**	**203**	**2.228.969.352**	**0**	**2**	**164**	**1.352.188.755**	**0**	**0**	**32**	**310.820.193**	**1934**	**1676**	**1243**	**9.077.851.196**	**33**	**30**	**59**	**432.278.628**
Cankuzo	0	0	19	226.454.740	0	0	38	310.564.371	0	0	7	110.526.070	494	454	284	2.430.956.665	8	8	57	486.191.333
Kirundo	3	3	54	589.167.097	4	4	35	489.143.588	0	0	0	6.466.050	447	435	410	4.046.451.240	11	13	59	578.064.463
Muyinga	66	72	46	511.194.022	3	3	107	712.373.730	0	0	1	12.016.699	582	576	434	3.381.576.201	12	11	62	483.082.314
Ngozi	33	40	137	1.114.957.326	6	7	93	871.838.403	0	0	2	27.402.811	596	576	555	4.340.039.373	15	14	62	482.226.597
S/TUIPCG MUYINGA	**102**	**115**	**256**	**2.441.773.185**	**13**	**14**	**273**	**2.383.920.092**	**0**	**0**	**10**	**156.411.630**	**2119**	**2041**	**1683**	**14.199.023.479**	**45**	**47**	**60**	**507.107.981**
Bubanza	1	29	83	1.085.163.153	5	5	38	64.948.199	0	0	0	10.816.805	421	368	290	2.157.981.406	8	7	58	431.596.281
Muramvya	35	34	87	718.843.655	3	4	30	412.816.331	0	0	1	42.384.788	285	269	235	2.127.123.312	6	7	47	425.424.662
Mwaro	9	9	66	742.188.963	4	4	36	560.349.144	0	0	0	14.501.469	304	291	272	2.834.678.127	7	9	45	566.935.625
S/TUIPCG MURAMVYA	**45**	**72**	**236**	**2.546.195.771**	**12**	**13**	**104**	**1.038.113.674**	**0**	**0**	**1**	**67.703.062**	**1010**	**928**	**797**	**7.119.782.845**	**21**	**23**	**50**	**444.986.428**
TOTAL GENERAL	**162**	**201**	**695**	**7.216.938.308**	**25**	**29**	**541**	**4.774.222.521**	**0**	**0**	**43**	**534.934.885**	**5063**	**4645**	**3723**	**30.396.657.520**	**100**	**100**	**57**	**467.640.885**